

TRADEMARK ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
Stylesheet Version v1.2

ETAS ID: TM848141

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT		
NATURE OF CONVEYANCE:	ELEVENTH PRIORITY CHARGE OVER BUSINESS		
CONVEYING PARTY DATA			
Name	Formerly	Execution Date	Entity Type
NOVELIS PAE S.A.S.		09/25/2023	Société Par Actions Simplifiée (Sas): FRANCE
RECEIVING PARTY DATA			
Name:	STANDARD CHARTERED BANK		
Street Address:	1 Basinghall Avenue		
City:	London		
State/Country:	UNITED KINGDOM		
Postal Code:	EC2V 5DD		
Entity Type:	Company: UNITED KINGDOM		
PROPERTY NUMBERS Total: 2			
Property Type	Number	Word Mark	
Registration Number:	1744280	ALPUR	
Registration Number:	2490097	JUMBO 3CM	
CORRESPONDENCE DATA			
Fax Number:			
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>			
Phone:	3109854283		
Email:	mpilosof@ipbymbp.com		
Correspondent Name:	Maurice B. Pilosof, Esq.		
Address Line 1:	PO Box 691937		
Address Line 4:	West Hollywood, CALIFORNIA 90069		
NAME OF SUBMITTER:	Maurice B. Pilosof		
SIGNATURE:	/Maurice B. Pilosof/		
DATE SIGNED:	10/24/2023		
Total Attachments: 67			
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page1.tif			
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page2.tif			
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page3.tif			
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page4.tif			

OP \$65.00 1744280

source=Pledge - RANG 11 (USA)#page5.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page6.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page7.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page8.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page9.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page10.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page11.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page12.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page13.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page14.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page15.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page16.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page17.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page18.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page19.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page20.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page21.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page22.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page23.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page24.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page25.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page26.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page27.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page28.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page29.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page30.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page31.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page32.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page33.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page34.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page35.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page36.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page37.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page38.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page39.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page40.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page41.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page42.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page43.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page44.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page45.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page46.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page47.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page48.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page49.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page50.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page51.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page52.tif

source=Pledge - RANG 11 (USA)#page53.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page54.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page55.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page56.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page57.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page58.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page59.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page60.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page61.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page62.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page63.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page64.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page65.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page66.tif
source=Pledge - RANG 11 (USA)#page67.tif

25 septembre 2023

ENTRE

**NOVELIS PAE S.A.S.
en qualité de Constituant**

Et

**STANDARD CHARTERED BANK
en qualité d'Agent des Sûretés Français et de Bénéficiaire**

ACTE DE NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE DE ONZIEME RANG

TABLE DES MATIÈRES

1.	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION	5
2.	NANTISSEMENT	11
3.	MAINTIEN DE LA SÛRETÉ RÉELLE	11
4.	DESCRIPTION DU FONDS NANTI	12
5.	ASSURANCE.....	13
6.	DÉCLARATIONS ET GARANTIES	13
7.	ENGAGEMENTS.....	16
8.	ENGAGEMENT COMPLÉMENTAIRE	18
9.	PROMESSE DE NANTISSEMENT	18
10.	OBLIGATION D'EXÉCUTER.....	19
11.	RÉALISATION	19
12.	AFFECTATION DES PAIEMENTS	19
13.	CERTIFICATS	19
14.	OPÉRATION DE CHANGE.....	20
15.	MODIFICATION DES PARTIES	20
16.	FRAIS, COÛTS, IMPÔTS ET INDEMNISATION.....	20
17.	ENREGISTREMENT - INSCRIPTION.....	21
18.	DURÉE ET MAINLEVÉE.....	21
19.	DIVERS	22
20.	NOTIFICATIONS	22
21.	ÉLECTION DE DOMICILE	22
22.	NON MODIFICATION DES AUTRES DOCUMENTS DE PRET	22
23.	LANGUE.....	22
24.	PRIMAUTÉ DE LA CONVENTION INTER-CRÉANCIERS	23
25.	LOI APPLICABLE ET JURIDICTION	23
	ANNEXE 1 - LISTE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE NANTIS	26
	ANNEXE 2 - LISTE DES ÉTABLISSEMENTS D'EXPLOITATION DU FONDS NANTI.....	29
	ANNEXE 3 - DESCRIPTION DU MOBILIER, DU MATERIEL, DE L'OUTILLAGE ET DES ÉQUIPEMENTS A LA DATE DU 31 JUILLET 2022	30
	ANNEXE 4 - VERSION ANGLAISE DE L'ACTE DE NANTISSEMENT	32

CET ACTE EST CONCLU ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

1. **NOVELIS PAE S.A.S.**, une société par actions simplifiée dont le siège social est situé 725 rue Aristide Bergès, 38340 Voreppe, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 421 528 555 (le « **Constituant** ») ; et
2. **STANDARD CHARTERED BANK**, une société de droit anglais constituée par Charte Royale 1853, dont le numéro de référence est ZC 18 et dont le siège social est sis 1 Basinghall Avenue, Londres EC2V 5DD, Royaume-Uni, agissant en qualité d'Agent des Sûretés (*Collateral Agent*) et Agent des Sûretés Français (*French Collateral Agent*) (tels que définis dans la Convention de Crédit à Terme Amendée (*Amended Term Loan Credit Agreement*) (tel que ce terme est défini ci-dessous)) en son nom propre au profit des Bénéficiaires (tel que ce terme est défini ci-dessous) selon les termes et conditions prévus dans la Convention de Crédit à Terme Amendée (*Amended Term Loan Credit Agreement*) (tel que ce terme est défini ci-dessous) (l' « **Agent des Sûretés Français** »).

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

- (A) Il est fait référence à la Convention de Crédit Existante (*Existing Term Loan Credit Agreement*), conclue en date du 10 janvier 2017 (telle qu'amendée, amendée et réitérée, complétée ou autrement modifiée de temps à autre préalablement à la date des présentes (la « **Convention de Crédit à Terme Existante** » et telle que modifiée par l'Avenant (tel que défini ci-dessous), la « **Convention de Crédit à Terme Amendée** ») (*Amended Term Loan Credit Agreement*), entre, notamment, Novelis Inc., une société fusionnée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions (*Canada Business Corporations Act*) (« **Novelis Inc.** »), Novelis ALR Aluminum Holdings Corporation (*alias* Aleris Corporation), une société du Delaware (« **Novelis ALR** »), AV Minerals (Netherlands) N.V., une société constituée en vertu des lois des Pays-Bas, en qualité d'ayant-droits d'AV Metals, Inc. (« **Holdings** »), les autres Parties au Prêt qui y sont parties de temps à autre (*Loan Parties*), Standard Chartered Bank, en tant qu'agent des prêteurs (en cette qualité, l' « **Agent Administratif du Crédit à Terme** » (*Term Loan Administrative Agent*)) et en tant qu'agent des sûretés (en cette qualité, l' « **Agent des Sûretés du Crédit à Terme** » (*Term Loan Collateral Agent*)) et les Prêteurs qui y sont parties de temps à autre (tel que chacun des termes en majuscules en langue anglaise qui ne sont pas autrement définis dans le présent paragraphe sont définis dans la Convention de Crédit à Terme Amendée).
- (B) En vertu de la Convention de Crédit à Terme Existante, les Prêteurs (*Lenders*) ont mis à la disposition de Novelis Inc. un crédit sous la forme de Prêts (*Loans*) selon les termes et conditions de la Convention de Crédit à Terme Existante, et aux fins qui y sont mentionnées (tel que chacun de ces termes en majuscule est défini en langue anglaise dans la Convention de Crédit à Terme Existante).
- (C) En vertu de la section 11.24 (*Special Appointment of Collateral Agent in Relation to France*) de la Convention de Crédit à Terme Existante, le Constituant s'est engagé à payer à l'Agent des Sûretés Français (*French Collateral Agent*) au titre d'une obligation distincte et indépendante, un montant égal, et dans la même devise, à chaque montant qu'il doit aux Parties Bénéficiaires au titre de la Convention de Crédit à Terme Existante et des autres Documents de Prêt (tel que ce terme est défini ci-dessous).
- (D) En vertu de la Convention de Crédit à Terme Existante, les Prêteurs ont également désigné l'Agent des Sûretés Français en tant qu'agent des sûretés, pour agir en son nom propre et à leur bénéfice afin de constituer, recevoir, gérer et réaliser en son propre nom et pour le compte des Parties Bénéficiaires les sûretés réelles prévues par les Contrats de Sûretés Français (*French Security Agreements*, tel que ce terme est défini dans la Convention de Crédit à Terme Existante) afin de garantir pleinement leurs droits respectifs au titre de toute somme due par le Constituant aux Parties Bénéficiaires en vertu de chacun des Documents de Prêt (*Loan Documents*), et afin

d'accomplir en cette qualité toutes les démarches et formalités éventuellement nécessaires conformément aux articles 2488-6 à 2488-12 du Code civil.

- (E) En garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (tel que ce terme est défini dans l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Premier Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous)), le Constituant a constitué un Nantissement de Premier Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous) sur son Fonds Nanti (tel que ce terme est défini ci-dessous) selon les termes et conditions de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Premier Rang.
- (F) En complément du Nantissement de Premier Rang et en garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (tel que ce terme est défini dans l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Second Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous)), le Constituant a constitué un Nantissement de Second Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous) sur son Fonds Nanti selon les termes et conditions de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Second Rang.
- (G) En complément du Nantissement de Second Rang et en garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (tel que ce terme est défini dans l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Troisième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous)), le Constituant a constitué un Nantissement de Troisième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous) sur son Fonds Nanti selon les termes et conditions de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Troisième Rang.
- (H) En complément du Nantissement de Troisième Rang et en garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (tel que ce terme est défini dans l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Quatrième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous)), le Constituant a constitué un Nantissement de Quatrième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous) sur son Fonds Nanti selon les termes et conditions de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Quatrième Rang.
- (I) En complément du Nantissement de Quatrième Rang et en garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (tel que ce terme est défini dans l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Cinquième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous)), le Constituant a constitué un Nantissement de Cinquième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous) sur son Fonds Nanti selon les termes et conditions de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Cinquième Rang.
- (J) En complément du Nantissement de Cinquième Rang et en garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (tel que ce terme est défini dans l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Sixième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous)), le Constituant a constitué un Nantissement de Sixième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous) sur son Fonds Nanti selon les termes et conditions de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Sixième Rang.
- (K) Afin de rembourser une partie des Prêts à Terme Initiaux (*Initial Term Loans*) (tel que ce terme est défini dans la Convention de Crédit à Terme Existante) et de payer certains frais, charges et dépenses engagés dans le cadre de celle-ci, l'Emprunteur (*Borrower*) a demandé à ce que les Prêteurs à Terme de la Tranche A-1 (*Tranche A-1 Term Lenders*) (tel que ce terme est défini dans la Convention de Crédit à Terme Existante) prennent des engagements et accordent des crédits sous la forme de Prêts à Terme de Tranche A-1 (*Tranche A-1 Term Loans*) (tel que ce terme est défini dans la Convention de Crédit à Terme Existante) d'un montant total initial en principal limité à 500.000.000,00 \$, conformément à un avenant de refinancement (*refinancing amendment*) conclu en date du 26 mars 2021, entre l'Emprunteur des Prêts à Terme de la Tranche A-1 (*Borrower of the Tranche A-1 Term Loans*), Novelis ALR Aluminium Holdings Corporation (anciennement dénommée Aleris Corporation), en tant qu'entité survivante suite à

la fusion ayant eu lieu avec Novelis Acquisitions LLC), en qualité de co-emprunteur des Prêts à Terme Supplémentaires Aleris (*Aleris Incremental Term Loans*) et en tant que garant, Holdings, les autres Parties au Prêt (*Loan Parties*), Novelis Italia S.p.A. (le « **Tiers Fournisseur de Sûretés** » (*Third Party Security Provider*)), les Prêteurs qui y sont parties, l'Agent Administratif du Crédit à Terme (*Term Loan Administrative Agent*) et l'Agent des Sûretés du Crédit à Terme (*Term Loan Collateral Agent*).

- (L) En complément du Nantissement de Sixième Rang (*Sixth Priority Charge*) et en garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (tel que ce terme est défini dans l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Septième Rang (*Seventh Priority Charge over Business*)) (tel que défini ci-dessous), relatives avec l'opération visée au paragraphe (K) ci-dessus, le Constituant a constitué un Nantissement de Septième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous) sur son Fonds Nanti selon les termes et conditions de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Septième Rang.
- (M) La Convention de Crédit à Terme Existante a notamment fait l'objet d'une modification suite à la conclusion de l'Avenant N°6 (tel que ce terme est défini ci-dessous), afin, notamment, d'autoriser la Fusion des Holdings Autorisée (*Permitted Holdings Amalgamation*, tel que ce terme est défini dans la Convention de Crédit à Terme Existante).
- (N) En complément du Nantissement de Septième Rang (*Seventh Priority Charge*) et en garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (tel que ce terme est défini dans l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Huitième Rang (*Eighth Priority Charge over Business*)) (tel que défini ci-dessous), le Constituant a constitué un Nantissement de Huitième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous) sur son Fonds Nanti selon les termes et conditions de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Huitième Rang.
- (O) En complément du Nantissement de Huitième Rang (*Eighth Priority Charge*) et en garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (tel que ce terme est défini dans l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Neuvième Rang (*Ninth Priority Charge over Business*)) (tel que défini ci-dessous), le Constituant a constitué un Nantissement de Neuvième Rang (tel que ce terme est défini ci-dessous) sur son Fonds Nanti selon les termes et conditions de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Neuvième Rang.
- (P) Un contrat de réaffirmation et de jonction (*Reaffirmation and Joinder Agreement*) a également été conclu en date du 1^{er} septembre 2022, entre, *inter alia*, Novelis Inc, en tant qu'Emprunteur Canadien Successeur (*Successor Canadian Borrower*), les autres filiales de Novelis Inc. en tant qu'emprunteurs et garants parties au contrat, AV Minerals (Netherlands) N.V. et Standard Chartered Bank, en tant qu'agent administratif (*Administrative Agent*) et agent des sûretés (*Collateral Agent*), concernant le fait que AV Minerals (Netherlands) N.V. a agi en tant que Garante au titre de la Convention de Crédit à Terme Existante et de chacun des autres Documents de Prêt (*Loan Documents*), et a assumé le rôle de Holdings en vertu de la Convention de Crédit à Terme Existante, conformément aux termes de la Convention de Crédit à Terme Existante.
- (Q) En complément du Nantissement de Neuvième Rang (*Ninth Priority Pledge*) et en garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (tel que ce terme est défini dans l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Dixième Rang (*Tenth Priority Charge over Business*)) (tel que défini ci-dessous), le Constituant a constitué un Nantissement de Dixième Rang (tel que défini ci-dessous) sur son Fonds selon les termes et conditions de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Dixième Rang.
- (R) Afin de refinancer les Prêts à Terme Additionnel d'Aleris (*Aleris International Term Loan*) (tel que ce terme est défini dans la Convention de Crédit à Terme Existante) et de payer une partie des intérêts courus et impayés de ceux-ci, Novelis ALR a demandé que les Prêteurs à

Terme de la Tranche A-2 (tels que définis dans la Convention de Crédit à Terme Amendée) fournissent des engagements, et d'accorder un crédit sous la forme de Prêts à Terme de la Tranche A-2 (afin d'éviter toute ambiguïté, tels que définis dans la Convention de Crédit à Terme Amendée) d'un montant principal total initial n'excédant pas 750 000 000 \$ conformément à l'Amendement de Refinancement (Prêts à Terme de la Tranche A-2) de la Convention de Crédit Existante, daté du 25 septembre 2023 (l'« **Avenant** »), entre notamment Novelis Inc. en tant qu'Emprunteur, Novelis ALR en tant que co-emprunteur de la Tranche A-2, Holdings, les autres Parties au Prêt (*Loan Parties*) qui y sont parties, le Tiers Fournisseur de Sûretés (*Third Party Security Provider*), l'Agent Administratif du Prêt à Terme en tant qu'Agent Administratif et l'Agent de Garantie du Prêt à terme en tant qu'Agent de Garantie et les Prêteurs qui y sont parties.

- (S) En garantie de la bonne exécution des Obligations Garanties (telles que définies ci-dessous), le Constituant a constitué un Nantissement de Onzième Rang (tel que défini ci-dessous) sur son Fonds Nanti (tel que défini ci-dessous) en faveur de l'Agent des Sûretés Français, agissant en son nom propre pour le bénéfice des Bénéficiaires, selon les termes et conditions du présent Acte.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

- (a) Dans le présent Acte (y compris le préambule), sauf indication contraire, les termes et expressions définis ont la signification qui leur est donnée dans l'Article ou le paragraphe de l'Acte dans lequel ils apparaissent en premier. Les termes commençant par une majuscule et non définis dans le présent Acte (préambule inclus) ont la signification qui leur est donnée dans la Convention de Crédit à Terme Amendée, tel que le contexte l'exigerait, et devront être interprétés conformément à ses stipulations.

- (b) Les termes et expressions suivants ont la signification qui leur est donnée ci-dessous :

« **Acte** » (*Agreement*) désigne le présent acte ainsi que ses annexes, tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Cinquième Rang** » (*Fifth Priority Charge over Business*) désigne l'acte de nantissement de fonds de commerce de cinquième rang, en date du 15 avril 2019, conclu entre Novelis PAE S.A.S., en tant que Constituant, Wells Fargo Bank, National Association, en tant qu'Agent des Sûretés Français et Bénéficiaire, et les Parties Bénéficiaires au titre du Crédit Revolving, en tant que Bénéficiaires (tel que chacun de ces termes y est défini), tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Dixième Rang** » (*Tenth Priority Charge over Business*) désigne l'acte de nantissement de fonds de commerce de dixième rang, en date du 1^{er} septembre 2022, conclu entre Novelis PAE S.A.S., en tant que Constituant, et Standard Chartered Bank en tant qu'Agent des Sûretés Français et Bénéficiaire (tel que chacun de ces termes en majuscule y est défini), tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Huitième Rang** » (*Eighth Priority Charge over Business*) désigne l'acte de nantissement de fonds de commerce de huitième rang, en date du 18 août 2022, conclu entre Novelis PAE S.A.S., en tant que Constituant, Wells Fargo Bank, National Association, en tant qu'Agent des Sûretés Français et Bénéficiaire, (tel que

chacun de ces termes y est défini), tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Neuvième Rang** » (*Ninth Priority Charge over Business*) désigne l'acte de nantissement de fonds de commerce de neuvième rang, en date du 1^{er} septembre 2022, conclu entre Novelis PAE S.A.S., en tant que Constituant, Wells Fargo Bank, National Association, en tant qu'Agent des Sûretés Français et Bénéficiaire, (tel que chacun de ces termes y est défini), tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Premier Rang** » (*First Priority Charge over Business*) désigne l'acte de nantissement de fonds de commerce, en date du 17 décembre 2010, conclu entre Novelis PAE S.A.S., en tant que Constituant, Wells Fargo Bank, National Association, en tant qu'Agent des Sûretés Français (en tant que successeur de Bank of America, N.A., conformément à la convention intitulée « *Intercreditor Joinder Agreement* » en date du 13 mai 2013) et Bénéficiaire, et les Parties Bénéficiaires au titre du Crédit Revolving, en tant que Bénéficiaires (tel que chacun de ces termes y est défini), tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Quatrième Rang** » (*Fourth Priority Charge over Business*) désigne l'acte de nantissement de fonds de commerce de quatrième rang, en date du 13 janvier 2017 conclu entre Novelis PAE S.A.S., en tant que Constituant, Standard Chartered Bank, en tant qu'Agent des Sûretés Français et Bénéficiaire, et les Parties Bénéficiaires, en tant que Bénéficiaires (tel que chacun de ces termes y est défini), tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Second Rang** » (*Second Priority Charge over Business*) désigne l'acte de nantissement de fonds de commerce de second rang, en date du 13 mai 2013, conclu entre Novelis PAE S.A.S., en tant que Constituant, Wells Fargo Bank, National Association, en tant qu'Agent des Sûretés Français et Bénéficiaire, et les Parties Bénéficiaires au titre du Crédit Revolving, en tant que Bénéficiaires (tel que chacun de ces termes y est défini), tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Septième Rang** » (*Seventh Priority Charge over Business*) désigne l'acte de nantissement de fonds de commerce de sixième rang, en date du 26 mars 2021, conclu entre Novelis PAE S.A.S., en tant que Constituant, Standard Chartered Bank, en tant qu'Agent des Sûretés Français et Bénéficiaire, et les Parties Bénéficiaires, en tant que Bénéficiaires (tel que chacun de ces termes en majuscules y est défini), tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Sixième Rang** » (*Sixth Priority Charge over Business*) désigne l'acte de nantissement de fonds de commerce de sixième rang, en date du 21 février 2020 conclu entre Novelis PAE S.A.S., en tant que Constituant, Standard Chartered Bank, en tant qu'Agent des Sûretés Français et Bénéficiaire, et les Parties Bénéficiaires, en tant que Bénéficiaires (tel que chacun de ces termes y est défini), tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Troisième Rang** » (*Third Priority Charge over Business*) désigne l'acte de nantissement de fonds de commerce de troisième rang, en date du 6 octobre 2014, conclu entre Novelis PAE S.A.S., en tant que Constituant, Wells Fargo Bank, National Association, en tant qu'Agent des Sûretés Français et Bénéficiaire, et les Parties Bénéficiaires au titre du Crédit Revolving, en tant que Bénéficiaires (tel que chacun de ces termes y est défini), tel qu'amendé, réitéré, amendé et réitéré, complété, ou autrement modifié de temps à autre.

« **Avenant n° 6** » (*Amendment No.6*) désigne l'avenant n° 6 au contrat de crédit (*amendment no.6 to credit agreement*) conclu en date du 25 juillet 2022, entre, *inter alios*, Novelis Inc. en qualité d'Emprunteur (*Borrower*), Novelis ALR Aluminum Holdings Corporation (anciennement Aleris Corporation), en qualité de Co-Emprunteur (*Co-Borrower*) des Prêts à Terme Supplémentaires Aleris (*Aleris Incremental Term Loans*) et de Garant (*Guarantor*), Novelis Italia S.P.A., les Filiales Garanties (*Subsidiary Guarantors*) parties à la convention, les Prêteurs (*Lenders*) qui y sont parties et Standard Chartered Bank, en qualité d'Agent Administratif (*Administrative Agent*) et en tant qu'Agent des Sûretés (*Collateral Agent*). Les termes en majuscules utilisés dans ce paragraphe et qui ne sont pas autrement définis dans cet Acte ont le sens qui leur est donné dans la Convention de Crédit à Terme Amendée.

« **Bénéficiaires** » (*Beneficiaries*) désigne :

- (i) Standard Chartered Bank en tant que Partie Bénéficiaire et Agent des Sûretés Français, et
- (ii) les autres Parties Bénéficiaires.

« **Cas de Défaut** » (*Event of Default*) désigne un « Cas de Défaut » (*Event of Default*) tel que ce terme est défini dans la Convention de Crédit à Terme Amendée.

« **Convention de Crédit à Terme Amendée** » a la signification qui lui est attribuée dans le préambule ci-dessus.

« **Convention Inter-Créanciers** » désigne la convention inter-crédanciers (*intercreditor agreement*) en date du 17 décembre 2010 conclue notamment entre les Emprunteurs (*Borrowers*) parties à celle-ci, les Garants (*Guarantors*) parties à celle-ci, Wells Fargo Bank, National Association, en qualité d'agent des prêteurs (*administrative agent*) pour les Prêteurs au titre du Crédit Revolving (*Revolving Credit Lenders*) (en tant que successeur de Bank of America, N.A., conformément à la convention intitulée « *Intercreditor Joinder Agreement* » conclue en date du 13 mai 2013), Wells Fargo Bank, National Association, en qualité d'agent des sûretés (*collateral agent*) pour les Créanciers au titre du Crédit Revolving (*Revolving Credit Claimholders*) (en tant que successeur de Bank of America, N.A., conformément à la convention intitulée « *Intercreditor Joinder Agreement* » conclue en date du 13 mai 2013), Standard Chartered Bank, en qualité d'agent des prêteurs (*Term Loan Administrative Agent*) pour les Créanciers Nantis Pari Passu (*Pari Passu Secured Parties*) (conformément à la convention intitulée « *Intercreditor Joinder Agreement* » conclue en date du 13 janvier 2017), et en qualité d'agent des sûretés (*Term Loan Collateral Agent*) pour les Créanciers Nantis Pari Passu (*Pari Passu Secured Parties*) (conformément à la convention intitulée « *Intercreditor Joinder Agreement* » conclue en date du 13 janvier 2017) (tel que chacun de ces termes commençant par une majuscule y est défini), et toutes autres personnes qui pourraient être ou devenir parties à celle-ci ou être tenues par celle-ci de temps à autre conformément aux termes de celle-ci telle qu'elle est susceptible d'être amendée, réitérée, amendée et réitérée, complétée ou autrement modifiée de temps à autre.

« **Date d'Échéance** » (*Discharge Date*) désigne la date à laquelle (i) toutes les Obligations Garanties ont été entièrement exécutées de manière irrévocable et inconditionnelle, indépendamment de tout paiement partiel ou intermédiaire conformément aux termes des Documents de Financement ou (ii) le Nantissement a été levé.

« **Documents de Financement** » désigne (i) la Convention de Crédit à Terme Amendée, (ii) les autres Documents de Prêt, (iii) tout Contrat de Couverture (*Hedging Agreement* (tel que ce terme est défini en anglais dans la Convention de Crédit à Terme Amendée) conclu avec tout Fournisseur de Couverture Garanti (*Secured Hedge Provider*)) (tel que ce terme est défini en anglais dans la Convention de Crédit à Terme Amendée), et (iv) tout Document de Prêt Pari

Passu (*Pari Passu Loan Document*, tel que ce terme est défini en anglais dans la Convention Inter-Créanciers).

« **Documents de Prêt** » a la signification qui est attribuée au terme *Loan Document* dans la Convention de Crédit à Terme Amendée.

« **Droits de Propriété Intellectuelle** » (*Intellectual Property Rights*) désigne tout droit de propriété intellectuelle existant dans l'ensemble du monde, notamment tout brevet, marque déposée et marque de service, nom commercial, droit d'auteur, dessin, secret de fabrique, modèle, nom de domaine et droit d'exploitation de logiciels, qu'ils soient enregistrés ou non, ainsi que tout enregistrement et demande d'enregistrement qui s'y rapportent.

« **Fonds Nanti** » (*Charged Business*) désigne le fonds de commerce du Constituant tel que défini à l'Article 4 (*Description du Fonds Nanti*) du présent Acte.

« **Locaux** » (*Premises*) désigne les locaux énumérés en Annexe 2 des présentes dans lesquels le Fonds Nanti est exploité par le Constituant.

« **Nantissement** » (*Charge*) désigne le nantissement de onzième rang constitué sur le Fonds Nanti en vertu de l'Article 2 (*Nantissement*) du présent Acte.

« **Nantissement de Cinquième Rang** » (*Fifth Priority Charge*) désigne le nantissement de cinquième rang constitué par le Constituant sur le Fonds Nanti conformément à l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Cinquième Rang.

« **Nantissement de Dixième Rang** » (*Tenth Priority Charge*) désigne le nantissement de dixième rang constitué par le Constituant sur le Fonds Nanti conformément à l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Dixième Rang.

« **Nantissement de Huitième Rang** » (*Eighth Priority Charge*) désigne le nantissement de huitième rang constitué par le Constituant sur le Fonds Nanti conformément à l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Huitième Rang.

« **Nantissement de Neuvième Rang** » (*Ninth Priority Charge*) désigne le nantissement de neuvième rang constitué par le Constituant sur le Fonds Nanti conformément à l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Neuvième Rang.

« **Nantissement de Premier Rang** » (*First Priority Charge*) désigne le nantissement de premier rang constitué par le Constituant sur le Fonds Nanti conformément à l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Premier Rang.

« **Nantissement de Quatrième Rang** » (*Fourth Priority Charge*) désigne le nantissement de quatrième rang constitué par le Constituant sur le Fonds Nanti conformément à l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Quatrième Rang.

« **Nantissement de Second Rang** » (*Second Priority Charge*) désigne le nantissement de second rang constitué par le Constituant sur le Fonds Nanti conformément à l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Second Rang.

« **Nantissement de Septième Rang** » (*Seventh Priority Charge*) désigne le nantissement de septième rang constitué par le Constituant sur le Fonds Nanti conformément à l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Septième Rang.

« **Nantissement de Sixième Rang** » (*Sixth Priority Charge*) désigne le nantissement de sixième rang constitué par le Constituant sur le Fonds Nanti conformément à l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Sixième Rang.

« **Nantissement de Troisième Rang** » (*Third Priority Charge*) désigne le nantissement de troisième rang constitué par le Constituant sur le Fonds Nanti conformément à l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Troisième Rang.

« **Obligations Garanties** » désigne toutes les nouvelles obligations de paiement quelles qu'elles soient, s'élevant à un montant maximum de USD 750.000.000 en principal (correspondant aux Engagements de la Tranche A-2 (Tranche A-2 Commitments, tel que défini dans la Convention de Crédit à Terme Amendée) et aux Prêts à Terme de la Tranche A-2 (Tranche A-2 Term Loans, tel que ce terme est défini dans la Convention de Crédit à Terme Amendée), chaque terme ayant été défini dans la Convention de Crédit à Terme Amendée), augmenté des intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires, dus à tout moment, par le Constituant en tant que Partie au Prêt (*Loan Party*) en vertu de la Convention de Crédit à Terme Amendée (*Amended Term Loan Credit Agreement*) ou des autres Documents de Prêt (*Loan Documents*) aux Bénéficiaires (*Secured Party*) dans la mesure où ces obligations de paiement sont une conséquence de l'entrée en vigueur de l'Avenant (*Amendment*) et sont relatives à la Convention de Crédit à Terme Amendée (*Amended Term Loan Credit Agreement*), telle qu'amendée ou modifiée, y compris toutes les obligations présentes et futures, réelles ou conditionnelles, du Constituant et notamment les obligations du Constituant (i) en qualité de Garant (*Guarantor*) en vertu de la section 7 (*Guarantee*) de la Convention de Crédit à Terme Amendée et (ii) en tant que débiteur en vertu de l'article 11. 24 (*Special Appointment of Collateral Agent in Relation to France*) de la Convention de Crédit à Terme Amendée, mais sans cumul avec les obligations énoncées au point (i) ci-dessus ; étant entendu que les Obligations Garanties seront limitées conformément à la section 7.15 (*French Guarantor*) de la Convention de Crédit à Terme Amendée.

« **Parties au Prêt** » a la signification qui est donnée au terme *Loan Parties* dans la Convention de Crédit à Terme Amendée.

« **Parties Bénéficiaires** » désigne, collectivement, l'Agent des Prêteurs du Prêt à Terme (*Term Loan Administrative Agent*), l'Agent des Sûretés du Prêt à Terme (*Term Loan Collateral Agent*), l'Agent des Sûretés Français (*French Collateral Agent*), chaque co-agent ou sous-agent nommé par l'Agent des Prêteurs du Prêt à Terme (*Term Loan Administrative Agent*) ou l'Agent des Sûretés Français (*French Collateral Agent*), tout Mandataire (*Receiver*) ou Délégué (*Delegate*), les Prêteurs (*Lenders*), et tout Fournisseur de Couverture Garanti (*Secured Hedge Provider*) (tel que chacun de ces termes commençant par une majuscule est défini dans la Convention de Crédit à Terme Amendée (*Amended Term Loan Credit Agreement*)).

« **Période de Garantie** » (*Security Period*) désigne la période débutant à la date des présentes et prenant fin à la Date d'Échéance (*Discharge Date*).

« **Réserves Juridiques** » (*Legal Reservations*) désigne toutes hypothèses ou réserves en matière de droit applicable généralement dans l'avis juridique délivré aux Parties Bénéficiaires à la date du présent Acte ou à une date proche.

« **Sûreté Réelle** » (*Security Interest*) désigne toute hypothèque, nantissement, privilège (général ou spécial), cession à titre de garantie ou sûreté, ou tout autre type de contrat ou d'arrangement ayant pour but ou effet de constituer une sûreté.

1.2 Interprétation

(a) Dans le présent Acte, sauf indication contraire :

- (i) un « **Bénéficiaire** » ou une « **Partie au Prêt** » s'entend également de ses successeurs, lesquels seront considérés comme ayant été partie au Document de Financement concerné ou au présent Acte, le cas échéant, au moment de sa conclusion. Toute référence à l' « **Agent des Sûretés Français** » est une référence à toute personne ayant été désignée en cette qualité dans le cadre de la Convention de Crédit à Terme Amendée ;
- (ii) le terme « **actifs** » s'entend des biens, activités, entreprises, revenus et droits de toute nature, présents, futurs ou conditionnels (en ce compris le capital social non appelé) et de tout droit ou participation dans un actif ;
- (iii) le terme « **autorisation** » signifie de façon générale toute autorisation, approbation, licence, exemption, authentification, tout accord, dépôt, ou tout enregistrement ;
- (iv) le terme « **endettement** » inclut toute obligation de paiement ou de remboursement d'une somme d'argent (à titre principal ou en tant que garant), qu'elle soit exigible ou à terme, certaine ou conditionnelle ;
- (v) le terme « **réglementation** » inclut toute réglementation, règle, ordonnance, directive, instruction, circulaire (ayant ou non force obligatoire) émanant de toute entité gouvernementale, intergouvernementale ou supranationale, de toute agence, direction ou autre division de toute autre autorité ou organisation ;
- (vi) un « **Article** » ou une « **Annexe** » est, sauf indication contraire, une référence à un article ou une annexe du présent Acte ;
- (vii) toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'appliquée, amendée ou remise en vigueur ;
- (viii) le terme « **personne** » inclut toute personne, entreprise, société, tout gouvernement, État ou toute autre personne publique (ayant ou non la personnalité morale) ainsi que toute association ou groupement de deux ou plusieurs de ces personnes ;
- (ix) le terme « **successeur** » d'une personne inclut ses cessionnaires autorisés, les personnes subrogées dans ses droits et toute personne qui, selon la réglementation de sa juridiction d'immatriculation ou de domicile, lui succède de plein droit dans ses droits et obligations au titre du présent Acte ou de tout autre Document de Financement (notamment à la suite d'une fusion ou d'un apport partiel d'actifs) ;
- (x) une heure est une référence à l'heure de Paris ;
- (xi) un mot figurant au pluriel inclut le singulier et vice versa ;
- (xii) une « **partie** » au présent Acte ou toute autre personne inclut, sauf stipulation contraire dans le présent Acte, ses successeurs, ayants droit, cessionnaires ou remplaçants autorisés ;
- (xiii) un « **contrat** » ou « **document** » est une référence à ce contrat ou document tel qu'amendé, modifié, nové ou complété de temps à autre.

- (b) L'index et les titres des articles et des annexes du présent Acte sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient affecter l'interprétation du présent Acte.
- (c) Un Cas de Défaut est ininterrompu s'il n'y a pas été remédié (dans la mesure où il est permis d'y remédier en vertu de la Convention de Crédit à Terme Amendée et conformément à celle-ci) ou si les personnes qui peuvent s'en prévaloir n'y ont pas renoncé.
- (d) Toute référence à l'Agent des Sûretés Français est une référence à l'Agent des Sûretés Français agissant en son nom propre au profit des Bénéficiaires conformément aux stipulations de la Convention de Crédit à Terme Amendée.
- (e) Sous réserve du paragraphe (f) ci-dessous, en cas de conflit direct entre les termes et stipulations contenus dans le présent Acte et les termes et stipulations contenus dans la Convention de Crédit à Terme Amendée, il est de l'intention des parties aux présentes que lesdits termes et stipulations de ces documents soient lus ensemble et interprétés, dans toute la mesure du possible, comme étant en cohérence entre eux. Sous réserve du paragraphe (f) ci-dessous, en cas de conflit réel, inconciliable qui ne puisse être résolu de la manière indiquée ci-dessus, les termes et stipulations de la Convention de Crédit à Terme Amendée prévaudront.
- (f) Nonobstant toute stipulation contraire dans le présent Acte, le présent Acte est conclu sous réserve des stipulations de la Convention Inter-Créanciers. Nonobstant toute stipulation contraire dans le présent Acte, en cas de conflit ou incohérence entre les stipulations de la Convention Inter-Créanciers et celles du présent Acte, celles de la Convention Inter-Créanciers prévaudront. Nonobstant toute stipulation contraire dans le présent Acte, en cas de conflit réel, inconciliable entre cet Acte et la Convention de Crédit à Terme Amendée ainsi que la Convention Inter-Créanciers qui ne puisse être résolu de la manière indiquée ci-dessus, les termes et stipulations de la Convention Inter-Créanciers prévaudront.
- (g) Le présent Acte est qualifié de Document de Prêt pour les besoins de la Convention de Crédit à Terme Amendée.

2. NANTISSEMENT

- (a) En garantie du remboursement intégral et de l'exécution des Obligations Garanties, le Constituant constitue par les présentes en faveur de l'Agent des Sûretés Français, agissant en son nom propre au profit des Bénéficiaires, un nantissement de onzième rang (le « **Nantissement** ») sur le Fonds Nanti, conformément aux articles L. 142-1 et suivants du Code de commerce.
- (b) Ce Nantissement sera de rang inférieur en termes de droit, priorité, réalisation, et à tout autre égard, par rapport au Nantissement de Premier Rang, au Nantissement de Second Rang, au Nantissement de Troisième Rang, au Nantissement de Quatrième Rang, au Nantissement de Cinquième Rang, au Nantissement de Sixième Rang, au Nantissement de Septième Rang, au Nantissement de Huitième Rang, au Nantissement de Neuvième Rang et au Nantissement de Dixième Rang.

3. MAINTIEN DE LA SÛRETÉ RÉELLE

3.1 Durée de la sûreté

Le Nantissement créé aux termes des présentes restera en vigueur et produira ses effets jusqu'à la Date d'Échéance.

3.2 Sûreté additionnelle

Le présent Acte et le Nantissement créé aux termes des présentes s'ajouteront, sans affecter celle-ci, à toute autre garantie ou Sûreté Réelle (notamment le Nantissement de Premier Rang, le Nantissement de Second Rang, le Nantissement de Troisième Rang, le Nantissement de Quatrième Rang, le Nantissement de Cinquième Rang, le Nantissement de Sixième Rang, le Nantissement de Septième Rang, le Nantissement de Huitième Rang, le Nantissement de Neuvième Rang et le Nantissement de Dixième Rang) existante ou devant être créée ou accordée par le Constituant ou toute autre personne aux termes notamment des Documents de Prêt.

3.3 Transfert de la sûreté

En cas de cession, transfert, novation ou aliénation de tout ou partie des droits et obligations de l'Agent des Sûretés Français en vertu des Documents de Financement auxquels l'Agent des Sûretés Français est partie, celui-ci réserve expressément (ce à quoi le Constituant consent expressément) les droits et privilèges dont il jouit aux termes du présent Acte au profit de ses ayants droit ou, selon le cas, de ses cessionnaires, conformément aux dispositions de l'article 1334 du Code civil afin que le Nantissement prévu par les présentes garantisse les Obligations Garanties au bénéfice de tels ayants droits, sans autre formalité.

3.4 Modification des Documents de Financement ou des Obligations Garanties

Le présent Acte et le Nantissement qu'il crée sont irrévocables et demeureront en vigueur jusqu'à la Date d'Échéance nonobstant toute modification, reformulation, renouvellement ou prorogation de l'échéance de la Convention de Crédit à Terme Amendée (notamment celles décrites dans le préambule du présent Acte) ou de tout autre Document de Financement, ou toute renonciation au titre de l'un quelconque de ces documents ou tout changement du montant du crédit accordé aux termes des Documents de Financement.

4. DESCRIPTION DU FONDS NANTI

- (a) Le Nantissement créé par le présent Acte porte sur l'ensemble des éléments corporels et incorporels du Fonds Nanti.
- (b) Le Fonds Nanti est actuellement exploité par le Constituant en son établissement principal sis 725 rue Aristide Bergès, 38340 Voreppe, France mentionné en Annexe 2, et au titre duquel le Constituant est immatriculé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 421 528 555.
- (c) Le Fonds Nanti comprend :
 - (i) l'enseigne et le nom commercial sous lequel le Fonds Nanti est exploité ;
 - (ii) tous les Droits de Propriété Intellectuelle présents et futurs, en ce compris les licences importantes consenties sur de tels Droits de Propriété Intellectuelle, détenus ou utilisés par le Constituant dans le cadre de l'exploitation du Fonds Nanti (les « **Droits de Propriété Intellectuelle Nantis** ») (en ce compris les Droits de Propriété Intellectuelle Nantis énumérés en Annexe 1) et tous droits à revenus, redevances, dommages-intérêts et paiements dus et exigibles maintenant ou ultérieurement à l'égard de ceux-ci, et les droits de poursuite pour contrefaçons, dilutions ou autres violations passées, présentes ou futures les concernant ;
 - (iii) le savoir-faire (incluant tous procédés et méthodes de fabrication, informations techniques et documentation correspondante) développé à tout moment par le Constituant dans le cadre de son activité ;

- (iv) la clientèle et l'achalandage attachés au Fonds Nanti ;
 - (v) le mobilier commercial, le matériel, les équipements et l'outillage qui font ou feront partie du Fonds Nanti ou qui sont ou seront utilisés pour les besoins de son exploitation, ainsi que tout ajout ou remplacement et toute modification, augmentation ou substitution dont ces éléments pourraient faire ultérieurement l'objet. Une liste du mobilier commercial, du matériel, des équipements et de l'outillage faisant partie du Fonds Nanti à la date des présentes figure en Annexe 3 ; et
 - (vi) les droits au bail relatifs aux Locaux, étant entendu que le Nantissement s'étendra (i) à tout renouvellement ou toute prorogation de ceux-ci, (ii) ainsi qu'à la location de tous nouveaux locaux servant à l'exploitation du Fonds Nanti et (iii) à ceux où l'exploitation du Fonds Nanti pourrait, sous réserve de l'accord écrit préalable de l'Agent des Sûretés Français, être transférée ultérieurement.
- (d) Les droits de l'Agent des Sûretés Français s'étendront à l'ensemble des indemnités d'assurance et autres indemnités résultant de toute réquisition ou expropriation et à tous dommages et intérêts ou paiement qui pourra être substitué par voie de subrogation à tout ou partie des composantes du Fonds Nanti. À titre de sûreté complémentaire, le Constituant s'engage à l'égard de l'Agent des Sûretés Français à accomplir, à ses propres frais, l'ensemble des formalités qui pourraient s'avérer nécessaires ou utiles pour rendre opposable aux tiers le nantissement de ces indemnités et autres paiements.
- (e) Le Constituant a remis à l'Agent des Sûretés Français un état des privilèges et nantissements portant sur le Fonds Nanti à jour au 31 aout 2023.

5. ASSURANCE

5.1 Assurance des éléments corporels

Le Constituant déclare que, à la date des présentes, les éléments corporels du Fonds Nanti sont assurés, conformément à la pratique suivie par le Constituant dans son activité et dans la mesure où cela est requis par les Documents de Financement contre la destruction, la perte et les risques d'incendie, d'expropriation et d'éviction, auprès de AIG EUROPE S.A. (France Branch) représentée par Aon plc aux termes de la police cadre d'assurance n°01827107.

5.2 Cas de Défaut

En cas de survenance d'un Cas de Défaut, l'Agent des Sûretés Français pourra notifier toute compagnie d'assurance, auprès de laquelle le Constituant a contracté une police d'assurance relativement au Fonds Nanti, pour faire opposition au paiement des indemnités d'assurance au Constituant.

5.3 Subrogation de l'Agent des Sûretés Français en cas de survenance d'un sinistre

En cas de sinistre survenant sur l'un quelconque des éléments du Fonds Nanti, l'Agent des Sûretés Français sera subrogé dans tous les droits, actions et privilèges du Constituant afférents à toutes indemnités d'assurance relatives au Fonds Nanti, sans qu'une délégation expresse soit nécessaire, conformément à l'article L. 121-13 du Code des assurances, et pourra, dans l'hypothèse où un Cas de Défaut est survenu, percevoir directement lesdites indemnités jusqu'à concurrence de ce qui est dû à l'Agent des Sûretés Français au titre des Obligations Garanties.

6. DÉCLARATIONS ET GARANTIES

6.1 Déclarations et Garanties

Le Constituant déclare et garantit au profit de l'Agent des Sûretés Français que :

- (a) le Constituant est une société par actions simplifiée dûment constituée et existant valablement en droit français ;
- (b) la conclusion du présent Acte par le Constituant, ainsi que l'exécution de ses obligations y afférentes, ont été dûment autorisées par les organes sociaux compétents du Constituant et toutes les mesures nécessaires ont été prises à cette fin ;
- (c) chaque obligation du Constituant au titre du présent Acte constitue un engagement valable et opposable conformément à ses termes sous réserve des lois applicables en matière de faillite, insolvabilité, réorganisation ou de moratoire ou de toute autre loi pouvant affecter les droits des créanciers en général ;
- (d) la conclusion et la signature de l'Acte par le Constituant, l'exercice de ses droits et l'exécution de ses obligations en découlant ne contreviennent ni ne violent aucune stipulation de ses statuts ou de tout contrat auquel il est partie, ainsi qu'aucun règlement ou loi qui lui est applicable ;
- (e) le Constituant ne bénéficie d'aucune immunité de juridiction ou d'exécution (incluant notamment toute immunité permettant d'échapper à des mesures conservatoires ou à des mesures d'exécution), que ce soit pour lui-même ou pour l'un de ses actifs ;
- (f) le Constituant n'est pas en situation de cessation des paiements, et aucune action, mesure ou procédure de quelque nature n'a été prise ou initiée ou à la connaissance du Constituant, envisagée par une quelconque personne, à l'effet (a) de procéder à, ou requérir, une déclaration de cessation des paiements, l'ouverture d'une procédure de dissolution, de sauvegarde, de sauvegarde accélérée, de redressement ou de liquidation judiciaire, la nomination d'un médiateur ou d'un administrateur judiciaire, relativement au Constituant ou à l'un de ses actifs, ou (b) d'ouvrir, négocier et/ou instituer une procédure de conciliation amiable ou de mandat *ad hoc* relative aux dettes du Constituant ou toute autre procédure de même nature ou ayant le même objet, telle que prévue par le Livre Sixième du Code de commerce ;
- (g) le Constituant est (i) le propriétaire inscrit du Fonds Nanti et de ses éléments constitutifs, (ii) le titulaire enregistré des licences importantes portant sur les Droits de Propriété Intellectuelle enregistrés en France telles qu'énumérées en Annexe 1 excepté en ce qui concerne les sous-licences portant sur les Marques Européennes (telles que définies en Annexe 1), et (iii) à compter de leur enregistrement effectué conformément à l'Article 7(s), le titulaire enregistré des licences importantes portant sur les Droits de Propriété Intellectuelle enregistrés en France et utilisés dans le cadre de l'exploitation du Fonds Nanti consenties au Constituant postérieurement à la signature de cet Acte (excluant, pour éviter toute ambiguïté, toute sous-licence). L'exploitation du Fonds Nanti a débuté le 31 décembre 2004, dans les locaux situés au 725, rue Aristide Bergès, 38340 Voreppe, France ;
- (h) le Fonds Nanti est assuré pour un montant adéquat conformément aux termes des Documents de Prêt ;
- (i) le Fonds Nanti et les éléments compris dans l'assiette du Fonds Nanti ne sont grevés, à l'exception du Nantissement de Premier Rang, du Nantissement de Second Rang, du Nantissement de Troisième Rang, du Nantissement de Quatrième Rang, du Nantissement de Cinquième Rang, du Nantissement de Sixième Rang, du Nantissement de Septième Rang, du Nantissement de Huitième Rang, du Nantissement de Neuvième Rang et du Nantissement de Dixième Rang, d'aucune Sûreté Réelle autre que les

Sûretés Réelles qui le grèvent en vertu de la loi applicable, de cet Acte ou de toute autre manière autorisée aux termes des Documents de Financement ;

- (j) une fois les formalités requises accomplies, le Nantissement créé par le présent Acte constituera une sûreté réelle sur le Fonds Nanti (conférant à l'Agent des Sûretés Français le privilège prévu aux termes des articles L. 142-1 et suivants du Code de Commerce), qui sera valable, obligatoire et exécutoire à l'encontre du Constituant et des tierces parties, pour garantir les Obligations Garanties, sous réserve des lois applicables en matière de faillite, insolvabilité, réorganisation ou de moratoire ou de toute autre loi pouvant affecter les droits des créanciers en général ;
- (k) sous réserve des Réserves Juridiques, le Nantissement prévaut sur les droits de toute autre personne sur le Fonds Nanti et le produit résultant de la vente de ce dernier, sauf exception prévue par la loi et les droits conférés par le Nantissement de Premier Rang en vertu de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Premier Rang, le Nantissement de Second Rang en vertu de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Second Rang, le Nantissement de Troisième Rang en vertu de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Troisième Rang, le Nantissement de Quatrième Rang en vertu de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Quatrième Rang, le Nantissement de Cinquième Rang en vertu de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Cinquième Rang, le Nantissement de Sixième Rang en vertu de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Sixième Rang, le Nantissement de Septième Rang en vertu de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Septième Rang, le Nantissement de Huitième Rang en vertu de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Huitième Rang, le Nantissement de Neuvième Rang en vertu de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Neuvième Rang et le Nantissement de Dixième Rang en vertu de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Dixième Rang ;
- (l) sous réserve de l'Article 17 (*Enregistrement – Inscription*) du présent Acte, toutes les autorisations, licences et tous les avis, enregistrements ou agréments requis par toute autorité publique quelle qu'elle soit, pour l'exécution, la validité ou pour assurer l'efficacité de cet Acte et du Nantissement ont été obtenues et mises en œuvre et sont en vigueur ;
- (m) le Fonds Nanti constitue le seul fonds de commerce du Constituant, à la date du présent Acte, le Constituant n'a aucune autre activité, établissement secondaire ou succursale susceptible de faire l'objet d'un nantissement en application du présent Acte ;
- (n) sous réserve de ce qui est autorisé aux termes des Documents de Prêt, il n'existe aucune revendication ni aucun contentieux quant à la propriété ou la validité des éléments constitutifs du Fonds Nanti et, à sa connaissance, aucune réclamation ni aucun contentieux n'est en instance ou ne menace d'être initié, devant toute juridiction ou tribunal arbitral, en France ou à l'étranger, relativement au Fonds Nanti et le Constituant n'a reçu aucune notification ou réclamation selon laquelle les Droits de Propriété Intellectuelle Nantis seraient nuls ou revendiqués par un tiers ou porteraient atteinte à un Droit de Propriété Intellectuelle d'un tiers quelconque et, à sa connaissance, il n'existe aucun fait de nature à donner lieu à une telle réclamation ;
- (o) sous réserve de ce qui est autorisé aux termes des Documents de Prêt, le Fonds Nanti n'est sujet à aucune restriction légale, contractuelle (à l'exception du Nantissement de Premier Rang, du Nantissement de Second Rang, du Nantissement de Troisième Rang, du Nantissement de Quatrième Rang, du Nantissement de Cinquième Rang, du Nantissement de Sixième Rang, du Nantissement de Septième Rang, du Nantissement de Huitième Rang, du Nantissement de Neuvième Rang et du Nantissement de Dixième

Rang) ou judiciaire qui pourrait affecter la cessibilité ou la valeur du Fonds Nanti, ou une partie de celle-ci, ou les droits de l'Agent des Sûretés Français au titre du Nantissement ;

- (p) la signature du présent Acte et la constitution du Nantissement sont conformes à l'intérêt social du Constituant ; et
- (q) à la connaissance du Constituant, la liste des Droits de Propriété Intellectuelle Nantis figurant en Annexe 1 est exhaustive et exacte à la date des présentes au regard des Droits de Propriété Intellectuelle Nantis qui sont légalement protégés en France via une inscription officielle.

6.2 Date des déclarations et garanties

Les déclarations et garanties stipulées à l'Article 6.1 (*Déclarations et Garanties*) (à l'exception du paragraphe (q) de l'Article 6.1) subsisteront après la signature et la remise du présent Acte et demeureront pleinement en vigueur et applicables jusqu'à la Date d'Echéance.

7. ENGAGEMENTS

Le Constituant s'engage, aux termes des présentes, à l'égard de l'Agent des Sûretés Français, à compter de la date du présent Acte et jusqu'à la Date d'Echéance, à :

- (a) ne pas céder, transférer ou autrement disposer de tout ou partie du Fonds Nanti ou de l'un quelconque de ses droits au titre du Fonds Nanti, à l'exception de ce qui est permis aux termes des Documents de Prêt ;
- (b) notifier dès que possible l'Agent des Sûretés Français de toute saisie ou autre mesure conservatoire relative au Fonds Nanti ou aux actifs qui le composent ; plus généralement à notifier rapidement à l'Agent des Sûretés Français tout événement (y compris tout litige) susceptible d'affecter de manière significative l'un quelconque des éléments composant le Fonds Nanti, afin de permettre à l'Agent des Sûretés Français de veiller efficacement au maintien de la valeur et de l'efficacité du Nantissement ;
- (c) maintenir la sûreté réelle créée par le présent Acte en tant que sûreté réelle ayant un rang prioritaire sur toutes les obligations du Constituant, à l'exception de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Premier Rang, de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Second Rang, de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Troisième Rang, de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Quatrième Rang, de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Cinquième Rang, de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Sixième Rang, de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Septième Rang, de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Huitième Rang, de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Neuvième Rang et de l'Acte de Nantissement de Fonds de Commerce de Dixième Rang et sous réserve des autres sûretés permises au titre des Documents de Prêt ;
- (d) maintenir en bon état et dans son intégralité la totalité du matériel, les aménagements et accessoires, mentionnés ci-dessus, du Fonds Nanti sous réserve de l'usure normale du matériel causée par un usage courant, dans chaque cas, dans la mesure où cela est requis par les Documents de Prêt ;
- (e) préserver la valeur actuelle du Fonds Nanti en continuant à (i) l'exploiter, (ii) l'approvisionner et (iii) entretenir son matériel, dans chaque cas, dans la mesure où cela est requis par les Documents de Prêt ;

- (f) ne pas constituer ou permettre qu'une quelconque Sûreté Réelle (autre que le Nantissement de Premier Rang, le Nantissement de Second Rang, le Nantissement de Troisième Rang, le Nantissement de Quatrième Rang, le Nantissement de Cinquième Rang, le Nantissement de Sixième Rang, le Nantissement de Septième Rang, le Nantissement de Huitième Rang, le Nantissement de Neuvième Rang, le Nantissement de Dixième Rang et le Nantissement) soit constituée sur le Fonds Nanti ou l'un quelconque de ses éléments, autre que celles permises, le cas échéant, au titre des Documents de Financement ;
- (g) notifier dans les meilleurs délais à l'Agent des Sûretés Français la survenance de tout évènement susceptible d'avoir un effet préjudiciable sur les droits de l'Agent des Sûretés Français et des autres Bénéficiaires au titre du présent Acte ou qui pourrait nuire à la réalisation du Nantissement ;
- (h) sous réserve de ce qui est autorisé aux termes des Documents de Prêt, prendre, en ce qui concerne les Droits de Propriété Intellectuelle Nantis, toute mesure et accomplir toute action raisonnable aux fins de préserver et maintenir l'existence et la validité des Droits de Propriété Intellectuelle Nantis ; et ne pas sciemment utiliser ou permettre d'utiliser les Droits de Propriété Intellectuelle Nantis d'une manière raisonnablement susceptible de porter préjudice aux intérêts de l'Agent des Sûretés Français en ce qui concerne les Droits de Propriété Intellectuelle Nantis ;
- (i) sauf si cela est autorisé au titre des Documents de Prêt, ne pas consentir de licence sur les Droits de Propriété Intellectuelle Nantis autre que celles strictement nécessaires à leur exploitation normale et qui ne diminue pas significativement la valeur des Droits de Propriété Intellectuelle Nantis ;
- (j) sous réserve de ce qui est autorisé aux termes des Documents de Prêt, maintenir l'exploitation du Fonds Nanti dans les Locaux ;
- (k) informer rapidement l'Agent des Sûretés Français de la création ou de l'acquisition de tout établissement secondaire ou succursale du Fonds Nanti ;
- (l) accorder une sûreté réelle au profit de l'Agent des Sûretés Français, selon des termes substantiellement conformes à ceux des présentes et en garantie des Obligations Garanties, sur le fonds de commerce de tout établissement secondaire ou succursale du Fonds Nanti créé par le Constituant postérieurement à la date des présentes ;
- (m) afin de permettre à l'Agent des Sûretés Français, lorsque survient et perdure un Cas de Défaut, d'exercer les droits et recours au titre des présentes au moment où l'Agent des Sûretés Français sera légalement en droit de le faire, et uniquement dans ce but, le Constituant accorde par les présentes à l'Agent des Sûretés Français une licence irrévocable et non exclusive, et dans la mesure où cela est permis au titre des licences de droits de propriété intellectuelle accordées au Constituant dans les Droits de Propriété Intellectuelle, une sous-licence (dans chaque cas, exerçable sans paiement de redevances ou autre rémunération audit Constituant) pour utiliser, donner en licence ou sous-licence, selon le cas, l'un quelconque des Droits de Propriété Intellectuelle, actuellement détenus ou utilisés, ou acquis ou utilisés ultérieurement, par ledit Constituant dans le cadre de l'exploitation du Fonds Nanti, où qu'il se trouve ; sous réserve que la qualité de tout produit lié aux Droits de Propriété Intellectuelle qui sont utilisés ne soit pas significativement moindre que celle desdits produits avant le Cas de Défaut. Ladite licence ou sous-licence comprend l'accès à tous les supports sur lesquels l'un quelconque des éléments donnés en licence ou sous-licence pourrait être enregistré ou stocké et à tous les programmes informatiques utilisés pour la compilation ou l'impression y afférentes ;
- (n) en cas de cession du Fonds Nanti, si une telle cession est autorisée aux termes des Documents de Prêt, ou de réalisation du Nantissement, le Constituant accomplira, à ses frais et dans les meilleurs délais, et fera tout ce qui sera raisonnablement requis par l'Agent des Sûretés Français

en vue de rendre opposable ou protéger les droits, pouvoirs et recours au titre de tous les baux commerciaux relatifs aux locaux où le Fonds Nanti est exploité ;

- (o) respecter toutes lois et réglementations applicables dès lors que leur non-respect est susceptible d'affecter la capacité du Constituant à exécuter ses obligations au titre du présent Acte ;
- (p) fournir dans les meilleurs délais à l'Agent des Sûretés Français toute information relative au Fonds Nanti que l'Agent des Sûretés Français pourrait raisonnablement exiger de temps à autre ;
- (q) payer tous impôts et taxes dont il est redevable au titre du Fonds Nanti sauf si ce paiement peut être contesté de bonne foi ou régulièrement suspendu et si une provision appropriée a été inscrite dans ses comptes ;
- (r) prendre toute mesure commercialement raisonnable nécessaire afin de défendre ses droits au titre du Fonds Nanti contre toute réclamation ou demande de tiers, ce en vue de protéger les droits de l'Agent des Sûretés Français sur le Fonds Nanti et tenir l'Agent des Sûretés Français informé dans les meilleurs délais de toute réclamation ou demande de cette nature ;
- (s) demander l'enregistrement des licences importantes portant sur les Droits de Propriété Intellectuelle enregistrés en France et utilisés dans le cadre de l'exploitation du Fonds Nanti qui lui sont consenties postérieurement à la signature de cet Acte (excluant, pour éviter toute ambiguïté, toute sous-licence), auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle, et plus largement faire le nécessaire afin de rendre lesdites licences importantes opposables aux tiers, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date où sont consenties au Constituant ces licences ; et
- (t) conclure à tout moment tout avenant au présent Acte et/ou tout autre document qui pourrait être raisonnablement demandé par l'Agent des Sûretés Français afin de confirmer ou réitérer le Nantissement constitué par les présentes et afin d'inclure en tant que bénéficiaire du Nantissement tout successeur ou cessionnaire, en ce compris toute personne partie aux Documents de Prêt, en cas de substitution, fusion ou toute autre restructuration de quelque nature que ce soit concernant l'Agent des Sûretés Français, l'un des Bénéficiaires, le Constituant ou toute autre entité assumant les obligations du Constituant.

8. ENGAGEMENT COMPLÉMENTAIRE

Le Constituant s'engage à tout moment à ses frais et dans les meilleurs délais, à signer et remettre tout autre acte et document et accomplir toute démarche supplémentaire que l'Agent des Sûretés Français pourrait raisonnablement demander, afin de préserver, protéger et réaliser toute sûreté réelle pouvant être octroyée à l'avenir au titre des présentes ou de permettre ou faciliter l'exercice et la mise en œuvre par l'Agent des Sûretés Français de ses droits, pouvoirs et recours au titre des présentes en ce qui concerne le Fonds Nanti. À cette fin, le Constituant s'engage à signer tout document ou acte, à donner toute notification, consigne ou instruction et à effectuer tout enregistrement à la demande raisonnable de l'Agent des Sûretés Français.

9. PROMESSE DE NANTISSEMENT

- (a) Sans préjudice de ses autres obligations aux termes des Documents de Prêt, le Constituant s'engage, à ses propres frais, irrévocablement et à première demande de l'Agent des Sûretés Français, à prendre toutes les mesures nécessaires et effectuer toutes les formalités nécessaires afin d'étendre les effets du Nantissement à tous éléments nouvellement acquis, constitués, installés ou utilisés, ayant une nature similaire à l'un quelconque de ceux décrits à l'Article 4 (*Description du Fonds Nanti*) ci-dessus, afférents au Fonds Nanti, à toute succursale ou tout établissement existant du Constituant ou à toute succursale ou tout établissement du Constituant créé postérieurement à la date du présent Acte ou plus généralement postérieurement à la

conclusion de tout bail commercial au cours de l'exploitation du Fonds Nanti, à condition que la valeur de chaque élément pris séparément excède un montant de 15.000 € et que la valeur de tous les éléments nouvellement acquis, constitués, installés ou utilisés au cours d'un exercice social donné excède au total un montant de 50.000 €.

- (b) L'extension des effets du Nantissement visée au paragraphe ci-dessus sera effectuée par la signature d'un acte portant avenant au présent Acte, sans que la signature d'un tel acte n'emporte novation.

10. OBLIGATION D'EXÉCUTER

Il est expressément convenu que, nonobstant toute stipulation contraire du présent Acte, le Constituant demeure responsable, pendant la Période de Garantie, de l'exécution de toutes les conditions et obligations à sa charge concernant le Fonds Nanti, et que l'Agent des Sûretés Français ne sera tenu d'aucune obligation ou responsabilité en raison ou du fait du présent Acte sauf stipulation contraire exprès contenue dans les présentes. L'Agent des Sûretés Français ne sera soumis à aucune obligation, et en aucun cas il ne lui sera demandé, d'exécuter ou de satisfaire à toute obligation du Constituant concernant le Fonds Nanti, ou de procéder à tout paiement ou de présenter ou déposer toute demande ou exercer toute autre action afin d'encaisser ou réaliser le paiement de tout montant auquel il a pu, ou auquel il pourrait avoir droit, à tout moment, aux termes des présentes.

11. RÉALISATION

11.1 Sous réserve des stipulations de la Convention Inter-Créanciers :

Dès la survenance d'un Cas de Défaut, et à tout moment par la suite, l'Agent des Sûretés Français, agissant en son nom propre au profit des Bénéficiaires, sera en droit d'exercer, à sa seule discrétion, sur l'ensemble des éléments qui composent le Fonds Nanti, tous les droits et privilèges conférés à un créancier nanti par les articles L. 142-1 et suivants du Code de commerce. En particulier, et sans limiter la portée de ce qui précède, l'Agent des Sûretés Français sera en droit de réclamer en justice, devant le tribunal de commerce compétent, la vente du Fonds Nanti conformément aux articles L. 143-3 à L. 143-15 du Code de commerce.

- 11.2** En application de l'article 2325 du Code civil, le Constituant renonce expressément par les présentes à tout droit qu'il pourrait avoir au *beneficio excussionis* et *beneficio divisionis* prévus respectivement par les articles 2305 et 2305-1, et 2306 et 2306-1, du Code civil et ne pourra donc pas exiger de l'Agent des Sûretés Français qu'il engage une procédure à l'encontre de, qu'il réalise des droits ou des sûretés, qu'il réclame un paiement à, ou qu'il dépose une réclamation légale à l'encontre de toute autre Partie au Prêt ou de tout autre garant, avant d'effectuer une demande de paiement auprès du constituant en vertu du présent Acte.

12. AFFECTATION DES PAIEMENTS

Tout paiement reçu au titre de la réalisation du présent Nantissement sera affecté au remboursement des Obligations Garanties, conformément aux stipulations de la Convention Inter-Créanciers et dans l'ordre et la priorité fixés par celle-ci. L'Agent des Sûretés Français ne sera en aucun cas responsables de la valeur retenue pour la réalisation du Nantissement.

13. CERTIFICATS

Toute attestation ou détermination par l'Agent des Sûretés Français d'un montant se rapportant au présent Acte sera, sauf erreur manifeste, une preuve *prima facie* du montant en question.

14. OPÉRATION DE CHANGE

Aux fins et jusqu'à complet remboursement des Obligation Garanties et sous réserve des stipulations des Documents de Prêt, l'Agent des Sûretés Français pourra convertir toutes sommes reçues, recouvrées ou dégagées au titre du présent Acte s'il l'estime nécessaire. Toute conversion de ce type sera effectuée au taux de change au jour le jour pratiqué pour les devises par l'Agent des Sûretés Français.

15. MODIFICATION DES PARTIES

- (a) Tous les droits, privilèges et pouvoirs de l'Agent des Sûretés Français au titre des présentes profiteront à ses successeurs et cessionnaires respectifs et tous les termes, conditions, déclarations et garanties et engagements du Constituant au titre des présentes obligeront ses successeurs et cessionnaires respectifs de la même manière, étant convenu et entendu que :
- (i) le Constituant n'est pas autorisé à céder, transférer, nover ou aliéner de toute autre manière, tout ou partie de ses droits et/ou obligations aux termes du présent Acte à l'exception de ce qui est autorisé par les Documents de Prêt, et que
 - (ii) l'Agent des Sûretés Français pourra céder, transférer, nover ou aliéner de toute autre manière, tout ou partie de ses droits et/ou obligations aux termes du présent Acte au profit de tout tiers, conformément aux stipulations des Documents de Prêt concernés.
- (b) Les stipulations du présent Acte et les droits qui en découlent demeureront applicables et en vigueur et seront transmis à tout successeur, cessionnaire, ou ayant droit de l'Agent des Sûretés Français, sans notification, enregistrement ou réitération quelconque, en cas notamment de cession, fusion, scission ou apport d'actifs que l'Agent des Sûretés Français pourrait décider d'effectuer. Il est expressément convenu qu'un apport partiel d'actifs ou une fusion au sens des articles L. 236-1 et suivants du Code de commerce sera considéré comme un transfert pour les besoins des présentes stipulations.
- (c) L'Agent des Sûretés Français sera en droit de divulguer toute information concernant le Constituant ou toute autre personne et le présent Acte qu'il considérera opportune, à tout successeur direct ou indirect ainsi qu'à toute personne à laquelle l'information doit être divulguée par application du droit applicable.

16. FRAIS, COÛTS, IMPÔTS ET INDEMNISATION

- (a) Le Constituant supportera toute dépense que l'Agent des Sûretés Français pourrait engager relativement à la préparation et la signature du présent Acte, ainsi que toute dépense liée à la conservation ou la mise en œuvre des droits de l'Agent des Sûretés Français au titre du présent Acte et du Nantissement, le tout conformément aux stipulations de la Convention de Crédit à Terme Amendée.
- (b) Le Constituant indemnifiera l'Agent des Sûretés Français, nonobstant toute mainlevée ou décharge de tout ou partie de la sûreté, au titre de toute perte que l'Agent des Sûretés Français pourrait subir du fait du non-respect par le Constituant des stipulations du présent Acte, ou de l'exercice de l'un quelconque des droits et pouvoirs conférés à l'Agent des Sûretés Français aux termes du présent Acte ou autrement relatifs au Fonds Nanti.
- (c) Le Constituant paiera tous droits de timbre, d'enregistrement et autres taxes auxquels est soumis ou pourra être soumis dans le futur le présent Acte, le Nantissement ou tout jugement y relatif, et devra, à tout moment, indemniser l'Agent des Sûretés Français à sa demande, de toutes charges, frais, réclamations et dépenses résultant de tout manquement de payer ou retard dans le paiement de telles taxes.

17. ENREGISTREMENT - INSCRIPTION

- (a) Dans les trente (30) jours suivant la signature des présentes, l'Agent des Sûretés Français fera procéder à l'inscription du Nantissement auprès du greffe du ou des tribunaux de commerce compétents, en application notamment du décret n°2021-1887 du 29 décembre 2021 et du décret n°2023-369 du 11 mai 2023.
- (b) L'Agent des Sûretés Français fera procéder à l'inscription des Droits de Propriété Industrielle Nantis visés à l'Annexe 1 de l'Acte auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle et/ou auprès de tout autre registre concerné dans un délai de trente (30) jours à compter de ou des inscriptions au greffe prévues à l'Article 17(a).
- (c) En cas d'augmentation du montant maximal des Obligations Garanties ou en cas de modification des Documents de Prêt ou des Obligations Garanties qui nécessiterait de procéder aux inscriptions visés aux paragraphes (a) ou (b) ci-dessus ou à leur mise à jour, l'Agent des Sûretés Français fera procéder, conformément à l'article L. 142-3 du Code de commerce, à l'inscription de tout document traduisant cette augmentation ou cette modification auprès du greffe du tribunal de commerce compétent et auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle.
- (d) Tout pouvoir est donné au porteur d'un original du présent Acte aux fins de procéder aux formalités d'enregistrement et d'inscription prévues par le présent Acte.

18. DURÉE ET MAINLEVÉE

- (a) Le présent Acte entrera en vigueur à la date des présentes et restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la Période de Garantie, étant précisé que, conformément à l'article L. 142-3 du Code de commerce, le Nantissement sera enregistré auprès du greffe du tribunal de commerce compétent. Conformément aux dispositions de l'article R. 521-12 du Code de commerce, l'inscription auprès du greffe du tribunal de commerce compétent conservera le privilège du Nantissement effectif pendant une durée de dix (10) ans à compter de la date de cette inscription.
- (b) Le Constituant s'engage, de façon irrévocable et sans condition, à renouveler l'inscription du Nantissement si, à l'expiration du Nantissement, l'une quelconque des Obligations Garanties demeure impayée, inexécutée ou non-acquittée et le Constituant accepte par les présentes de façon irrévocable un tel renouvellement d'inscription et, dans l'intérêt commun des parties, donne à l'Agent des Sûretés Français tout pouvoir pour signer tous actes et documents et procéder à toutes formalités nécessaires à cet effet.
- (c) Dès que possible après la Date d'Echéance, et à la demande du Constituant et à ses frais, l'Agent des Sûretés Français prendra immédiatement toutes mesures afin de formaliser la mainlevée du Nantissement et libérer le Constituant de l'ensemble de ses obligations et responsabilités au titre du présent Acte.
- (d) Si l'Agent des Sûretés Français est autorisé à procéder à la mainlevée totale ou partielle du nantissement sur le Fonds Nanti au titre de la Convention de Crédit à Terme Amendée, l'Agent des Sûretés Français est autorisé à procéder à la mainlevée de cette sûreté au titre du présent Acte.
- (e) Le Nantissement sera maintenu jusqu'à et y compris le règlement de la dernière échéance relative aux Obligations Garanties, nonobstant tout paiement ou remboursement intermédiaire. L'Agent des Sûretés Français sera en droit de ne pas donner mainlevée du Nantissement avant le règlement de l'intégralité des sommes exigibles qui lui sont dues par le Constituant au titre des Obligations Garanties.

19. DIVERS

- (a) Le défaut d'exercice, ou l'exercice tardif, par l'Agent des Sûretés Français des droits ou recours prévus par le présent Acte n'emportera pas renonciation à ceux-ci. De même, l'exercice unique ou partiel desdits droits ou recours n'interdira pas de les exercer à nouveau ou d'exercer tout autre droit ou recours. Les droits et recours prévus par le présent Acte se cumulent aux droits et recours légaux et n'en sont pas exclusifs.
- (b) L'Agent des Sûretés Français ne sera pas responsables à l'égard du Constituant ou de ses successeurs légaux, individuellement ou collectivement, de l'exercice tardif ou du non-exercice des droits et prérogatives qui leur sont conférés par le présent Acte.
- (c) L'Agent des Sûretés Français n'engagera pas leur responsabilité en cas de dommage résultant de l'exécution du présent Acte, ou en cas de défaillance ou d'omission relative à l'exercice des droits prévus par les présentes.
- (d) Si une ou plusieurs des stipulations du présent Acte est jugée illégale, nulle ou privée d'effet, à n'importe quel égard, d'après le droit de toute juridiction, le présent Acte sera interprétée comme s'il ne contenait pas les stipulations concernées et leur nullité ou leur invalidité sera sans effet sur la légalité, la validité ou l'exécution de ses autres stipulations qui demeureront licites et valides et conserveront leur plein effet selon le droit applicable de toute autre juridiction.
- (e) Si une telle illégalité, invalidité ou inapplicabilité survenait, les parties négocieraient de bonne foi afin de convenir du remplacement de ladite stipulation par une autre qui serait légale, valide et applicable, et conforme aux intentions et buts du présent Acte et qui dans ses effets économiques s'apparenterait autant que possible à la stipulation remplacée.

20. NOTIFICATIONS

Sauf stipulation contraire prévue dans le présent Acte, toutes les notifications et autres communications au titre de celui-ci devront être adressées à chaque partie suivant ce qui est prévu à la Section 11.01 (*Notifications*) de la Convention de Crédit à Terme Amendée.

21. ÉLECTION DE DOMICILE

- (a) En vue de la validité de l'inscription à effectuer auprès du greffe du tribunal de commerce compétent, l'Agent des Sûretés Français fait élection de domicile à l'adresse des Locaux décrite en Annexe 2.
- (b) Sans préjudice de tout autre mode de notification autorisé par le droit applicable, le Constituant élit irrévocablement domicile à son siège social pour les besoins de la notification de tout acte judiciaire ou extrajudiciaire relatif à toute action ou procédure.

22. NON MODIFICATION DES AUTRES DOCUMENTS DE PRET

Les parties au présent Acte reconnaissent que celui-ci a pour seul but de constituer le Nantissement au profit de l'Agent des Sûretés Français et n'a pas pour objet ou effet de modifier les droits et obligations énoncés dans un quelconque autre Document de Prêt.

23. LANGUE

- (a) Le présent Acte est signé en langue française pour les besoins des formalités d'enregistrement et d'inscription. Une traduction anglaise figure en Annexe 4 à titre d'information. En cas de conflit entre la version française et la version anglaise, la version française prévaudra

(nonobstant le fait que la traduction anglaise ait été ou non signée ou paraphée par l'une quelconque des parties au présent Acte).

- (b) Toute notification et tout document transmis au titre du présent Acte (à l'exception, dans un souci de clarté, de tout bordereau de nantissement de fonds de commerce) doit être en langue anglaise ou accompagnée d'une traduction en anglais et la partie à laquelle cette traduction est adressée sera en droit de la considérer comme conforme et correcte.

24. PRIMAUTÉ DE LA CONVENTION INTER-CRÉANCIERS

Nonobstant toute stipulation contraire des présentes, les privilèges et sûretés consentis au bénéfice de l'Agent des Sûretés Français et des autres Bénéficiaires au titre du présent Acte et l'exercice de tout droit ou recours par l'Agent des Sûretés Français et les autres Bénéficiaires au titre des présentes sont soumis aux stipulations de la Convention Inter-Créanciers. Dans l'hypothèse d'un conflit ou d'une contradiction entre les stipulations de la Convention Inter-Créanciers et le présent Acte, les stipulations de la Convention Inter-Créanciers prévaudront. À l'exception de ce qui est prévu au présent paragraphe, et nonobstant toute stipulation contraire des présentes, la Convention de Crédit à Terme Amendée, y compris l'article X de celle-ci, régira et contrôlera l'exercice des recours par l'Agent des Sûretés Français.

25. LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

25.1 Loi applicable

Le présent Acte et le Nantissement sont soumis et seront interprétés conformément au droit français.

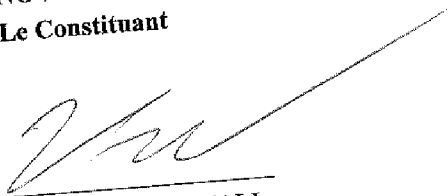
25.2 Juridiction

Dans l'intérêt de l'Agent des Sûretés Français, le Constituant convient que les juridictions françaises auront compétence pour régler tout litige concernant le présent Acte ainsi que le Nantissement et soumet par conséquent ces litiges à la compétence du Tribunal de commerce de Paris. Le présent Article 25.2 est exclusivement au bénéfice de l'Agent des Sûretés Français. Par conséquent, sous réserve que la loi l'autorise, rien dans cet Article ne limitera le droit de l'Agent des Sûretés Français d'engager contre le Constituant toute procédure judiciaire relative à au présent Acte et/ou Nantissement devant toute autre juridiction compétente. Dans la mesure de ce qui est prévu par le droit applicable, l'Agent des Sûretés Français pourra engager des procédures judiciaires concomitantes devant plusieurs juridictions.

Signé le 25 septembre 2023

En huit (8) exemplaires originaux.

NOVELIS PAE S.A.S.
Le Constituant



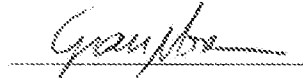
Par : KEASTON HALL
Titre: ATTORNEY-IN-FACT

[Page de Signature – Nantissement de Fonds de commerce de Onzième rang]

STANDARD CHARTERED BANK

Agent des Sûretés Français

Agissant en son nom propre au profit des Bénéficiaires



Par : Gian Moreira

Titre : Director

[Page de Signature – Nantissement de Fonds de commerce de Onzième rang]

NOVELIS PAE S.A.S.
Le Constituant

Par :

Titre :

STANDARD CHARTERED BANK
Agent des Sûretés Français et Bénéficiaire
Agissant en son nom propre au profit des Bénéficiaires

Par :

Titre :

ANNEXE 1

LISTE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE NANTIS

I. Marques détenues par Novelis PAE S.A.S.

A. Marques aux Etats-Unis d'Amérique

1. Inscriptions :

Propriétaire	Pays	N° de dépôt	N° d'inscription	Marque	Statut
NOVELIS PAE S.A.S.	Etats-Unis d'Amérique	75852912	2490097	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Etats-Unis d'Amérique	74262544	1744280	ALPUR	Inscrite

Dépôts en cours : Aucun.

B. Marques au Canada

1. Inscriptions :

Propriétaire	Pays	N° de dépôt	N° d'inscription	Marque	Statut
NOVELIS PAE S.A.S.	Canada	TMA414440	414440	ALPUR	Inscrite

2. Dépôts en cours : Aucun.

C. Marques dans d'autres pays

1. Inscriptions :

Propriétaire	Pays	N° de dépôt	N° d'inscription	Marque	Statut
NOVELIS PAE S.A.S.	Brésil	819364991	819364991	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Chine (République Populaire)	6965897	6965897	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	République Tchèque	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	France	093632676	093632676	IRMA	Inscrite

Propriétaire	Pays	N° de dépôt	N° d'inscription	Marque	Statut
NOVELIS PAE S.A.S.	France	093632673	093632673	AUTOPAK	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	France	093680821	093680821	PDBF	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	France	093632675	093632675	JETCLEANER	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	France	94524159	94524159	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	France	94518261	94518261	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Inde	640121	640121	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Inde	640122	640122	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Japon	H07062807	4044101	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	République de Corée	4019940044193	400343890	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	République de Corée	4019940044194	400330558	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Fédération de Russie	2008729488	392045	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Fédération de Russie	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Suisse	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Taiwan	83058621	700429	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Taiwan	83058622	685927	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Thailand	345643	84215	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Thaïlande	345644	88798	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Turquie	2010-G-300280	2010 82662	ALPUR	Inscrite

Propriétaire	Pays	N° de dépôt	N° d'inscription	Marque	Statut
NOVELIS PAE S.A.S.	Royaume-Uni	2024864	2024864	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Venezuela	1992003812	F169162	ALPUR	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Allemagne	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Autriche	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Italie	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Chine	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Pologne	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Belgique	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Inscrite
NOVELIS PAE S.A.S.	Hongrie	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Inscrite

2. Dépôts en cours : Aucun.

II. Sous-licence portant sur des marques consenties à Novelis PAE S.A.S.

Aucune.

III. Brevets détenus par Novelis PAE S.A.S.

Aucun.

IV. Licences portant sur des brevets consentis à Novelis PAE S.A.S.

N° dossier client.	Pays	Titre	Statuts	N° d'inscription	N° de dépôt	Propriétaire
BR3503	USA,	DEVICE FOR INJECTING A TREATMENT GAS INTO A MOLTEN METAL	Inscrite	0210675	2843974	Novelis Inc.

ANNEXE 2

-

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS D'EXPLOITATION DU FONDS NANTI

Adresse de l'établissement du Constituant	Greffe du tribunal de commerce compétent
725 rue Aristide Bergès, 38340 Voreppe, France	Nouveau Palais de Justice Place Firmin Gautier BP 150 38019 Grenoble Cedex 1 France

ANNEXE 3

DESCRIPTION DU MOBILIER, DU MATERIEL, DE L'OUTILLAGE ET DES ÉQUIPEMENTS A LA DATE DU 31 AOUT 2023

I. Biens corporels

	Net book value EUR
Machine à café	62.30
Table pour bloc fore	43.04
Contreforme et moules G3 3R	5,665.69
Outillage de contrôle 3R	1,264.71
Moule pour réfractaire	399.31
Ensemble outillage CFF	1,956.87
Moule pour busettes	2,585.81
Outillage pour demi-bouchons	289.83
Outillage contrôle G3 3R	1,792.24
Bancs test R&D (2)	12,372.63
Moules contreforme cuve Alpur TS75	845.05
Moule CFF 23"	1,309.47
Adaptation outillage TS15	483.41
Adaptation moule bec	1,108.25
Centrale hydarulique test	1,802.11
Moule écoulement métal	1,420.17
Moule goulotte de coulée	1,493.48
Moule montant 1150 Lucchini	8,324.73
Mesure hydarulique HMG 2500 portable	2,275.49
Oscilloscope Farnell MS024-2-BW-100	2,377.64
Moule Coref G3 2R	15,657.57
Moule montant 1150 Reinosa	8,624.20
Rotor-stator R&D	10,356.49
Outillage écoulement métal Coref TS75	5,127.40
Outillage bec rotatif cloison Coref TS75	14,684.75
Outillage cuve TS75 Coref	27,666.94
3 WIFI quotes	133.70
Equipement Webex	862.52
Ecarn salle de réunion BE	1,308.32
Samsung entrée	286.87
Equipement CISCO Smartnet	3,293.58
Traceur CANON BE	6,457.07
Baie de test	20,459.74
Switch CISCO NTT	5,287.80
Bureau réglable en hauteur	397.98
Atelier capteurs	1,687.03
Etagère stock atelier	522.81
Fauteuils et marche-pied	1,426.40
Réfection aménagement BE	2,987.22
Réfection aménagement bureaux	8,747.10
Cuisine	4,193.71
Clilmatisateur 2 serveurs	4,433.03

TOTAL: **192,474.48**

II. Biens incorporels

**Net book value
EUR**

Firmware Profinet	14.73
WINCC step 7 confort	225.69
Mise à jour Simit	452.22
Simit Virtual Controller	289.23
Logiciel Sirius	207.89
Audros PLM	37,832.51
Licences Solidworks	6,470.13
Licences WINCC step7	13,029.50
Licences logiciel SU 2	3,911.16
Licence Logiciel Redondance	1,959.23
Licences logiciel client	2,674.51

67,066.78

ANNEXE 4

-

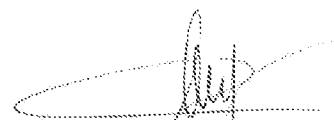
VERSION ANGLAISE DE L'ACTE DE NANTISSEMENT

S T A T U T O R Y D E C L A R A T I O N

I, the undersigned François DESCHAMPS, do hereby declare that I am conversant with English and French languages and am a competent translator thereof.

I declare further that to the best of my knowledge and belief the English version of this document is a true interpretation of the French document

Done at PARIS, on October 24th 2023

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'François Deschamps', is written over a horizontal dotted line.

François DESCHAMPS

September 25th, 2023

AMONG

**NOVELIS PAE S.A.S.
as Chargor**

and

**STANDARD CHARTERED BANK
as French Collateral Agent**

This Agreement is entered into with the benefit of and subject to the terms of an Intercreditor Agreement dated December 17, 2010

ELEVENTH PRIORITY CHARGE OVER BUSINESS

(ACTE DE NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE DE ONZIEME RANG)

INDEX

1.	DEFINITIONS AND INTERPRETATION	3
2.	CHARGE	9
3.	PRESERVATION OF SECURITY INTEREST	9
4.	DESCRIPTION OF THE CHARGED BUSINESS	10
5.	INSURANCE.....	11
6.	REPRESENTATIONS AND WARRANTIES.....	11
7.	UNDERTAKINGS	13
8.	COVENANTS FOR FURTHER ASSURANCE.....	15
9.	CHARGE UNDERTAKING	15
10.	OBLIGATION TO PERFORM	16
11.	ENFORCEMENT	16
12.	APPLICATION OF PROCEEDS.....	16
13.	CERTIFICATES.....	16
14.	CURRENCY CONVERSION	17
15.	CHANGES TO THE PARTIES	17
16.	COSTS, EXPENSES, TAXES AND INDEMNITY	17
17.	FILINGS - REGISTRATION.....	18
18.	TERM AND RELEASE	18
19.	MISCELLANEOUS	19
20.	NOTICES.....	19
21.	ELECTION OF DOMICILE	19
22.	NO AMENDMENT	19
23.	LANGUAGE	19
24.	INTERCREDITOR AGREEMENT GOVERNS	20
25.	GOVERNING LAW AND JURISDICTION	20
	SCHEDULE 1 - LIST OF CHARGED INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS....	24
	SCHEDULE 2 - LIST OF PREMISES.....	27
	SCHEDULE 3 - DESCRIPTION OF FURNITURE, EQUIPMENT, MATERIALS AND TOOLS AS OF 31 AUGUST 2023	28

THIS AGREEMENT IS MADE BY AND AMONG:

1. **NOVELIS PAE S.A.S.**, a French *société par actions simplifiée* having its registered office at 725 rue Aristide Bergès, 38340 Voreppe, France, registered with the Grenoble Trade and Companies Register under number 421 528 555 (the “**Chargor**”); and
2. **STANDARD CHARTERED BANK**, being a company incorporated in England by Royal Charter 1853, with reference number ZC18 and whose registered office is 1 Basinghall Avenue, London EC2V 5DD, United Kingdom, acting in its capacity as Collateral Agent and French Collateral Agent (as these terms are defined in the Amended Term Loan Credit Agreement (as defined below)) in its own name for the benefit of the Beneficiaries (as defined below) on the terms and conditions set out in the Amended Term Loan Credit Agreement (as defined below) (the “**French Collateral Agent**”).

WHEREAS:

- (A) Reference is made to that certain Credit Agreement, dated as of January 10, 2017 (as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time prior to the date hereof, the “**Existing Term Loan Credit Agreement**”, as amended by the Amendment (as defined below), the “**Amended Term Loan Credit Agreement**”), among, *inter alios*, Novelis Inc., a corporation amalgamated under the Canada Business Corporations Act (“**Novelis Inc.**”), Novelis ALR Aluminium Holdings Corporation (*f/k/a* Aleris Corporation), a Delaware corporation (“**Novelis ALR**”), AV Minerals (Netherlands) N.V., a corporation organized under the laws of the Netherlands, as a successor in interest to AV Metal, Inc. (“**Holdings**”), the other Loan Parties from time to time party thereto, Standard Chartered Bank, as administrative agent (in such capacity, the “**Term Loan Administrative Agent**”) and as collateral agent (in such capacity, the “**Term Loan Collateral Agent**”) and the Lenders from time to time party thereto (as each of the capitalized terms not otherwise defined in this paragraph are defined in the Amended Term Loan Credit Agreement).
- (B) Pursuant to the Existing Term Loan Credit Agreement, the Lenders extended credit to Novelis Inc. in the form of Loans on the terms and conditions referred to in the Existing Term Loan Credit Agreement and for the purposes therein mentioned (as each of these capitalized terms is defined in the Existing Term Loan Credit Agreement).
- (C) Pursuant to section 11.24 (*Special Appointment of Collateral Agent in Relation to France*) of the Existing Term Loan Credit Agreement, the Chargor has undertaken to pay the French Collateral Agent as a separate and independent obligation an amount equal to, and in the currency of, each amount owed by it to the Secured Parties under the Existing Term Loan Credit Agreement and the other Loan Documents (as defined below).
- (D) Pursuant to the Existing Term Loan Credit Agreement, the Lenders have also appointed the French Collateral Agent to act as security agent (*agent des sûretés*) in its own name and to their benefit, for the purposes, *inter alia*, of taking, receiving, administering and enforcing the security interests contemplated by the French Security Agreements (as defined in the Existing Term Loan Credit Agreement) in the French Collateral Agent’s own name and for the benefit of the Secured Parties, in order to fully secure and guarantee their respective rights with respect to each amount payable by the Chargor to each of the Secured Parties under each of the Loan Documents, and in that capacity to accomplish all actions and formalities eventually necessary under Articles 2488-6 to 2488-12 of the French Civil Code (*Code civil*).

- (E) As security for the due performance of the Secured Obligations (as defined in the First Priority Charge over Business (as defined below)), the Chargor has created a First Priority Charge (as defined below) over its Charged Business (as defined below) on the terms of the First Priority Charge over Business.
- (F) As a supplement to the First Priority Charge and as security for the due performance of the Secured Obligations (as defined in the Second Priority Charge over Business (as defined below)), the Chargor has created a Second Priority Charge (as defined below) over its Charged Business on the terms of the Second Priority Charge over Business.
- (G) As a supplement to the Second Priority Charge and as a security for the due performance of the Secured Obligations (as defined in the Third Priority Charge over Business (as defined below)), the Chargor has created a Third Priority Charge (as defined below) over its Charged Business on the terms of the Third Priority Charge over Business.
- (H) As a supplement to the Third Priority Charge and as a security for the due performance of the Secured Obligations (as defined in the Fourth Priority Charge over Business (as defined below)), the Chargor has created a Fourth Priority Charge (as defined below) over its Charged Business on the terms of the Fourth Priority Charge over Business.
- (I) As a supplement to the Fourth Priority Charge and as a security for the due performance of the Secured Obligations (as defined in the Fifth Priority Charge over Business (as defined below)), the Chargor has created a Fifth Priority Charge (as defined below) over its Charged Business on the terms of the Fifth Priority Charge over Business.
- (J) As a supplement to the Fifth Priority Charge and as a security for the due performance of the Secured Obligations (as defined in the Sixth Priority Charge over Business (as defined below)), the Chargor has created a Sixth Priority Charge (as defined below) over its Charged Business on the terms of the Sixth Priority Charge over Business.
- (K) Whereas, in order to repay a portion of the Initial Term Loans (as defined in the Existing Term Loan Credit Agreement) and pay certain fees, costs and expenses incurred in connection therewith, the Tranche A-1 Term Lenders (as defined in the Existing Term Loan Credit Agreement) provided commitments for, and extended credit in the form of Tranche A-1 Term Loans (as defined in the Existing Term Loan Credit Agreement) in an original aggregate principal amount not in excess of USD 500,000,000 pursuant to that certain refinancing amendment dated March 26, 2021, among the Borrower of the Tranche A-1 Term Loans, Novelis ALR Aluminum Holdings Corporation (formerly known as Aleris Corporation), as co-borrower of the Aleris Incremental Term Loans and as guarantor, Holdings, the other Loan Parties, Novelis Italia S.p.A. (the “**Third Party Security Provider**”), the Lenders party thereto, the Term Loan Administrative Agent and the Term Loan Collateral Agent.
- (L) As a supplement to the Sixth Priority Charge and as a security for the due performance of the Secured Obligations (as defined in the Seventh Priority Charge over Business (as defined below)) in relation with the transaction referred to in paragraph (K) above, the Chargor has created a Seventh Priority Charge (as defined below) over its Charged Business on the terms of the Seventh Priority Charge over Business.
- (M) Whereas the Existing Term Loan Credit Agreement was amended pursuant to Amendment No. 6 (as such term is defined below) to, among other things, provide for the Permitted Holdings Amalgamation (as defined in the Existing Term Loan Credit Agreement).

- (N) As a supplement to the Seventh Priority Charge and as a security for the due performance of the Secured Obligations (as defined in the Eighth Priority Charge over Business (as defined below)), the Chargor has created an Eighth Priority Charge (as defined below) over its Charged Business on the terms of the Eighth Priority Charge over Business.
- (O) As a supplement to the Eighth Priority Charge and as a security for the due performance of the Secured Obligations (as defined in the Ninth Priority Charge over Business (as defined below)), the Chargor has created a Ninth Priority Charge (as defined below) over its Charged Business on the terms of the Ninth Priority Charge over Business.
- (P) Whereas a reaffirmation and joinder agreement has also been entered into on September 1st, 2022 by, *inter alia*, Novelis Inc., as the Successor Canadian Borrower, the other subsidiaries of Novelis Inc. as borrowers and guarantors party thereto, AV Minerals (Netherlands) N.V., and Standard Chartered Bank, as administrative agent and as collateral agent, related to the fact that AV Minerals (Netherlands) N.V. became a Guarantor under the Existing Term Loan Agreement and each of the other Loan Documents and assumed the role of Holdings under the Existing Term Loan Agreement, pursuant to the terms of the Existing Term Loan Credit Agreement.
- (Q) As a supplement to the Ninth Priority Charge and as a security for the due performance of the Secured Obligations (as defined in the Tenth Priority Charge over Business (as defined below)), the Chargor has created a Tenth Priority Charge (as defined below) over its Charged Business on the terms of the Tenth Priority Charge over Business.
- (R) Whereas, in order to refinance the Aleris Incremental Term Loans and pay a portion of the accrued and unpaid interest thereon, Novelis ALR has requested that the Tranche A-2 Term Lenders (as defined in the Amended Term Loan Credit Agreement) provide commitments for, and extend credit in the form of Tranche A-2 Term Loans (for the avoidance of doubt, as defined in the Amended Term Loan Credit Agreement) in an original aggregate principal amount not in excess of USD 750,000,000 pursuant to that certain Refinancing Amendment (Tranche A-2 Term Loans) to Credit Agreement, dated as of September 25th, 2023 (the “**Amendment**”), among, *inter alios*, Novelis Inc. as Borrower, Novelis ALR as co-borrower of Tranche A-2 Term Loans, Holdings, the other Loan Parties party thereto, the Third Party Security Provider, the Term Loan Administrative Agent as administrative agent and the Term Loan Collateral Agent as collateral agent and the Lenders party thereto.
- (S) As security for the due performance of the Secured Obligations (as defined below), the Chargor has created an Eleventh Priority Charge (as defined below) over its Charged Business (as defined below) in favor of the French Collateral Agent, acting in its own name for the benefit of the Beneficiaries, upon the terms and conditions of this Agreement.

NOW, THEREFORE, IT IS HEREBY AGREED AS FOLLOWS:

1. DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1.1 Definitions

- (a) In this Agreement (including the recitals), unless otherwise specified, capitalized terms and expressions shall have the meaning given to them in the Section or paragraph of this Agreement where they first appear. Capitalized terms used in this Agreement (including the preamble) and not otherwise defined herein shall have the meaning ascribed thereto in the Amended Term Loan Credit Agreement, as the context may require, and shall be interpreted and construed in accordance therewith.
- (b) The following terms and expressions shall have the meaning given to them below:

“**Agreement**” (or “*Nantissement de fonds de commerce*”) means this agreement (*Nantissement de fonds de commerce*) together with the schedules hereto, as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Amended Term Loan Credit Agreement**” as the meaning given to such term in the preamble above.

“**Amendment No. 6**” means that certain amendment no. 6 to credit agreement dated as of July 25, 2022, by and among, *inter alios*, Novelis Inc., as Borrower, Novelis ALR Aluminum Holdings Corporation (formerly known as Aleris Corporation), as Co-Borrower of the Aleris Incremental Term Loans and as Guarantor, Novelis Italia S.P.A., the Subsidiary Guarantors party thereto, the Lenders party thereto and Standard Chartered Bank, as Administrative Agent and as Collateral Agent.

“**Beneficiaries**” (or “*Bénéficiaires*”) means:

- (i) Standard Chartered Bank as French Collateral Agent and Secured Party, and
- (ii) the other Secured Parties.

“**Charge**” means the eleventh priority charge (*nantissement de onzième rang*) over the Charged Business as defined in Section 2 (*Charge*) of this Agreement.

“**Charged Business**” means the on-going business of the Chargor as defined in Section 4 (*Description of the Charged Business*) of this Agreement.

“**Discharge Date**” means (i) the date on which all the Secured Obligations have been irrevocably and unconditionally discharged in full, independently of any partial or intermediate payment in accordance with the terms of the Loan Documents or (ii) the Charge has been released.

“**Eighth Priority Charge**” means the eighth priority charge created by the Chargor over the Charged Business pursuant to the Eighth Priority Charge over Business.

“**Eighth Priority Charge over Business**” means the eighth priority charge over business (*acte de nantissement de fonds de commerce de huitième rang*), dated as of August 18, 2022 by and among Novelis PAE S.A.S., as Chargor, and Wells Fargo Bank, National Association, as French Collateral Agent and Beneficiary (as each of these capitalized terms is defined therein), as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Event of Default**” means an “Event of Default” as defined in the Amended Term Loan Credit Agreement.

“**Fifth Priority Charge**” means the fifth priority charge created by the Chargor over the Charged Business pursuant to the Fifth Priority Charge over Business.

“**Fifth Priority Charge over Business**” means the fifth priority charge over business (*acte de nantissement de fonds de commerce de cinquième rang*), dated April 15, 2019, by and among Novelis PAE S.A.S., as Chargor, Wells Fargo Bank, National Association, as French Collateral Agent and Beneficiary, and the Revolving Credit Secured Parties, as Beneficiaries (as each of these capitalized terms is defined therein), as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Finance Documents**” means (i) the Amended Term Loan Credit Agreement, (ii) the other Loan Documents, (iii) any Hedging Agreement entered into with any Secured Hedge Provider (as such terms are defined in the Amended Term Loan Credit Agreement), and (iv) any other Pari Passu Loan Document (as such term is defined in the Intercreditor Agreement).

“**First Priority Charge**” means the first priority charge created by the Chargor over the Charged Business pursuant to the First Priority Charge over Business.

“**First Priority Charge over Business**” means the charge over business (*acte de nantissement de fonds de commerce*), dated December 17, 2010, by and among Novelis PAE S.A.S., as Chargor, Bank of America, N.A., as French Collateral Agent (to which Wells Fargo Bank, National Association has succeeded, pursuant to a certain Intercreditor Joinder Agreement dated as of May 13, 2013) and Beneficiary, and the Revolving Credit Secured Parties, as Beneficiaries (as each of these capitalized terms is defined therein), as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Fourth Priority Charge**” means the Fourth priority charge created by the Chargor over the Charged Business pursuant to the Fourth Priority Charge over Business.

“**Fourth Priority Charge over Business**” means the fourth priority charge over business (*acte de nantissement de fonds de commerce de quatrième rang*), dated January 13, 2017, by and among Novelis PAE S.A.S., as Chargor, Standard Chartered Bank, as French Collateral Agent and Beneficiary, and the Term Loan Secured Parties, as Beneficiaries (as each of these capitalized terms is defined therein), as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Intellectual Property Rights**” means any intellectual property rights throughout the world, including but not limited to all patents, trademarks and service marks, trade names, copyrights, drawings, trade secrets, patterns, domain names and software licenses (*droits d'exploitation de logiciels*), whether or not registered, together with all registrations and applications to register the same.

“**Intercreditor Agreement**” means that certain intercreditor agreement dated as of December 17, 2010, by and among, inter alios, the Borrowers party thereto, the Guarantors party thereto, Wells Fargo Bank, National Association, as administrative agent for the Revolving Credit Lenders (as successor to Bank of America, N.A. pursuant to that certain Intercreditor Joinder Agreement dated as of May 13, 2013), Wells Fargo Bank, National Association, as collateral agent for the Revolving Credit Claimholders (as successor to Bank of America, N.A. pursuant to that certain Intercreditor Joinder Agreement dated as of May 13, 2013), Standard Chartered Bank, as administrative agent for the Pari Passu Secured Parties (pursuant to that certain Intercreditor Joinder Agreement dated as of January 13, 2017) and as collateral agent for the Pari Passu Secured Parties (pursuant to that certain Intercreditor Joinder Agreement dated as of January 13, 2017) (as each of these capitalized terms is defined therein), and such other persons which may be or become parties thereto or become bound thereto from time to time pursuant to the terms thereof, as the same may be amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Legal Reservations**” means any matters which are set out as qualifications or reservations as to matters of law of general application in the legal opinion delivered to the Secured Parties on or around the date hereof.

“**Loan Documents**” shall have the meaning set forth in the Amended Term Loan Credit Agreement.

“**Loan Parties**” shall have the meaning set forth in the Amended Term Loan Credit Agreement.

“**Ninth Priority Charge**” means the ninth priority charge created by the Chargor over the Charged Business pursuant to the Ninth Priority Charge over Business.

“**Ninth Priority Charge over Business**” means the ninth priority charge over business (*acte de nantissement de fonds de commerce de neuvième rang*), dated September 1st, 2022, by and among Novelis PAE S.A.S., as Chargor, and Wells Fargo Bank, National Association, as French Collateral Agent and Beneficiary (as each of these capitalized terms is defined therein), as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Premises**” means the premises listed in Schedule 2 on which the Charged Business is operated by the Chargor.

“**Second Priority Charge**” means the second priority charge created by the Chargor over the Charged Business pursuant to the Second Priority Charge over Business.

“**Second Priority Charge over Business**” means the second priority charge over business (*acte de nantissement de fonds de commerce de second rang*), dated May 13, 2013, by and among Novelis PAE S.A.S., as Chargor, Wells Fargo Bank, National Association, as French Collateral Agent and Beneficiary, and the Revolving Credit Secured Parties, as Beneficiaries (as each of these capitalized terms is defined therein), as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Secured Obligations**” means all the new payment obligations amounting in maximum to USD 750,000,000 in principal (corresponding to the Tranche A-2 Term Loans Commitments and the Tranche A-2 Term Loans, each as defined in the Amended Term Loan Agreement), plus interest, interest for late payment, fees, costs, and expenses, at any time due, incurred or owing by the Chargor as a Loan Party or as a debtor under the Amended Term Loan Credit Agreement and the other Loan Documents to the Secured Parties, to the extent such payment obligations are a consequence of the entry into force of the Amendment and relating to the Amended Term Loan Credit Agreement, as amended, increased or novated, including all present and future, actual or contingent, obligations and liabilities of the Chargor and including without limitation the obligations of the Chargor (i) as Guarantor under Section 7 (Guarantee) of the Amended Term Loan Credit Agreement and (ii) as debtor under section 11.24 (Special Appointment of Collateral Agent in Relation to France) of the Amended Term Loan Credit Agreement, but without double counting with the obligations set forth in (i) above; subject always to the Secured Obligations being limited pursuant to section 7.15 (French Guarantor) of the Amended Term Loan Credit Agreement.

“**Secured Parties**” means, collectively, the Term Loan Administrative Agent, the Term Loan Collateral Agent, the French Collateral Agent, each co agent or sub agent appointed by the Term Loan Administrative Agent or the French Collateral Agent, any Receiver or Delegate, the Lenders, the Issuing Banks, any Secured Hedge Provider (as each of these capitalized terms is defined in the Amended Term Loan Credit Agreement), and any other Pari Passu Secured Party (as such term is defined in the Intercreditor Agreement).

“**Security Interest**” means any mortgage, pledge, lien, charge (whether fixed or floating), assignment, hypothecation or security interest or any other agreement or arrangement having the purpose or effect of conferring security.

“**Security Period**” means the period beginning on the date hereof and ending on the Discharge Date.

“**Seventh Priority Charge**” means the seventh priority charge created by the Chargor over the Charged Business pursuant to the Seventh Priority Charge over Business.

“**Seventh Priority Charge over Business**” means the seventh priority charge over business (*acte de nantissement de fonds de commerce de septième rang*), dated March 26, 2021, by and among Novelis PAE S.A.S., as Chargor, and Standard Chartered Bank, as French Collateral Agent and Beneficiary (as each of these capitalized terms is defined therein), as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Sixth Priority Charge**” means the sixth priority charge created by the Chargor over the Charged Business pursuant to the Sixth Priority Charge over Business.

“**Sixth Priority Charge over Business**” means the sixth priority charge over business (*acte de nantissement de fonds de commerce de sixième rang*), dated February 21, 2020, by and among Novelis PAE S.A.S., as Chargor, and Standard Chartered Bank, as French Collateral Agent and Beneficiary (as each of these capitalized terms is defined therein), as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Tenth Priority Charge**” means the tenth priority charge created by the Chargor over the Charged Business pursuant to the Tenth Priority Charge over Business.

“**Tenth Priority Charge over Business**” means the tenth priority charge over business (*acte de nantissement de fonds de commerce de dixième rang*), dated September 1st, 2022, by and among Novelis PAE S.A.S., as Chargor, and Standard Chartered Bank, as French Collateral Agent and Beneficiary (as each of these capitalized terms is defined therein), as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

“**Third Priority Charge**” means the third priority charge created by the Chargor over the Charged Business pursuant to the Third Priority Charge over Business.

“**Third Priority Charge over Business**” means the third priority charge over business (*acte de nantissement de fonds de commerce de troisième rang*), dated October 6, 2014, by and among Novelis PAE S.A.S., as Chargor, Wells Fargo Bank, National Association, as French Collateral Agent and Beneficiary, and the Revolving Credit Secured Parties, as Beneficiaries (as each of these capitalized terms is defined therein), as amended, restated, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.

1.2 Construction

- (a) In this Agreement, unless otherwise indicated, a reference to:
- (i) a “**Beneficiary**” or a “**Loan Party**” shall also include its successors and such successors shall be treated as initial parties to the relevant Finance Document or this Agreement, as the case may be, as if they had been party to such agreement at the time of its execution. Any reference to the “**French Collateral Agent**” is a reference to any person for the time being appointed as French Collateral Agent in accordance with the Amended Term Loan Credit Agreement;
 - (ii) “**assets**” includes properties, business, undertakings, revenues and rights of every description present, future and contingent (including uncalled share capital) and every kind of interest in an asset;
 - (iii) “**authorization**” means an authorization, consent, approval, license, exemption, filing, notarization or registration;
 - (iv) “**indebtedness**” includes any obligation (whether incurred as principal or as surety) for the payment or repayment of money, whether present or future, actual or contingent;

- (v) a “**regulation**” includes any regulation, rule, order, official directive, request or guideline (whether or not having the force of law) of any governmental body, agency, department or regulatory, self-regulatory or other authority or organization;
 - (vi) a “**Section**” or a “**Schedule**” is, unless otherwise specified, a reference to a section or a schedule to this Agreement;
 - (vii) a provision of a law is a reference to that provision as applied, amended or re-enacted;
 - (viii) a “**person**” includes any person, firm, company, corporation, government, state or agency of a state or any grouping (whether or not having separate legal personality) or two or more of the foregoing;
 - (ix) a “**successor**” of a person includes its permitted assignees, persons subrogated to its rights and any persons who, under the laws of its jurisdiction of incorporation or domicile, succeeds to its rights and obligations under this Agreement or any other Finance Documents by operation of law (in particular by virtue of a *fusion* or *apport partiel d'actifs*);
 - (x) a time of day is a reference to Paris time;
 - (xi) words importing the plural shall include the singular and *vice versa*;
 - (xii) a “**party**” to this Agreement or other person includes, unless otherwise provided in this Agreement, such party's or person's permitted successors, assignees, transferees or substitutes;
 - (xiii) an “**agreement**” or “**document**” is a reference to that agreement or document as amended, varied, novated or supplemented from time to time.
- (b) The index to and the headings in this Agreement are for convenience only and are to be ignored in construing this Agreement.
 - (c) An Event of Default is continuing if it has not been remedied (to the extent permitted to be remedied under and in accordance with the Amended Term Loan Agreement) or waived.
 - (d) Any reference to the French Collateral Agent shall be deemed as a reference to the French Collateral Agent acting in its own name for the benefit of the Beneficiaries in accordance with the provisions of the Amended Term Loan Credit Agreement.
 - (e) Subject to Section (f) below, in the event of a direct conflict between the terms and provisions contained in this Agreement and the terms and provisions contained in the Amended Term Loan Credit Agreement, it is the intention of the parties hereto that such terms and provisions in such documents shall be read together and construed, to the fullest extent possible, to be in concert with each other. Subject to Section (f) below, in the event of any actual, irreconcilable conflict that cannot be resolved as aforesaid, the terms and provisions of the Amended Term Loan Credit Agreement shall govern and control.
 - (f) Notwithstanding anything in this Agreement to the contrary, this Agreement is entered into with the benefit of and subject to the terms of the Intercreditor Agreement. Notwithstanding anything in this Agreement to the contrary, in the event of any conflict or inconsistency between the provisions of the Intercreditor Agreement and this Agreement, the provisions of the Intercreditor Agreement shall govern and control. Notwithstanding anything in this Agreement

to the contrary, in the event of any actual, irreconcilable conflict between this Agreement and both of the Amended Term Loan Credit Agreement and the Intercreditor Agreement that cannot be resolved as aforesaid, the terms and provisions of the Intercreditor Agreement shall govern and control.

- (g) This Agreement is designated a Loan Document for the purposes of the Amended Term Loan Credit Agreement.

2. CHARGE

- (a) As security for the full payment, discharge and performance of the Secured Obligations, the Chargor hereby creates in favor of the French Collateral Agent, acting in its own name for the benefit of the Beneficiaries, an eleventh priority charge (*nantissement de onzième rang*) (the “**Charge**”) over the Charged Business pursuant to the provisions of Articles L. 142-1 *et seq.* of the French Commercial Code (*Code de commerce*).
- (b) The Charge shall rank junior in right, priority, operation, effect and all other respects to the First Priority Charge, the Second Priority Charge, the Third Priority Charge, the Fourth Priority Charge, the Fifth Priority Charge, the Sixth Priority Charge, the Seventh Priority Charge, the Eighth Priority Charge, the Ninth Priority Charge and the Tenth Priority Charge.

3. PRESERVATION OF SECURITY INTEREST

3.1 Continuing security

The Charge created hereby shall extend until the Discharge Date.

3.2 Additional security

This Agreement and the Charge created hereby are in addition and without prejudice to any other guarantees or Security Interests (including the First Priority Charge, the Second Priority Charge, the Third Priority Charge, the Fourth Priority Charge, the Fifth Priority Charge, the Sixth Priority Charge, the Seventh Priority Charge, the Eighth Priority Charge, the Ninth Priority Charge and the Tenth Priority Charge) existing or to be created or granted either by the Chargor or any other person pursuant to the terms of, notably, the Loan Documents.

3.3 Security transfer

In the event of any assignment, transfer, novation or disposal of a part or all of its rights and obligations by the French Collateral Agent under each and any of the Finance Documents to which the French Collateral Agent is a party, the French Collateral Agent hereby expressly maintains, which the Chargor accepts, all its rights and privileges hereunder for the benefit of its successor, in accordance with the terms of Article 1334 of the French Civil Code (*Code civil*) so that the Charge herein created will secure the Secured Obligations to the benefit of such successor, without further formalities.

3.4 Amendment to the Finance Documents or the Secured Obligations

This Agreement and the Charge created hereby is irrevocable and will remain in force until the Discharge Date notwithstanding any amendment, restatement, renewal or extension of the term of the Amended Term Loan Credit Agreement (including those described in the recitals of this Agreement) or any other Finance Document, or any waiver thereunder or any change in the amount of credit granted pursuant to the Finance Documents.

4. DESCRIPTION OF THE CHARGED BUSINESS

- (a) The security hereby granted is in respect of all of the tangible and intangible assets comprised in the Charged Business.
- (b) The Charged Business is operated by the Chargor at its main office (*établissement principal*) located at 725, rue Aristide Bergès, 38340 Voreppe, France, listed in Schedule 2, for which the Chargor is registered with the Trade and Companies Registry of Grenoble under number 421 528 555.
- (c) The Charged Business comprises:
 - (i) the business sign (*enseigne*) and the business name (*nom commercial*) under which the Charged Business is operated;
 - (ii) all present and future Intellectual Property Rights, including material licenses over such Intellectual Property Rights, owned, held or used by the Chargor in connection with the operation of the Charged Business (the “**Charged Intellectual Property Rights**”) (including the Charged Intellectual Property Rights listed in Schedule 1), and all income fees, royalties, damages and payments now or hereafter due and payable with respect thereto and rights to sue for past and present or future infringements, dilutions or other violations thereof;
 - (iii) the know-how (including, but not limited to, all manufacturing methods and processes, technical information and corresponding documentation) from time acquired by the Chargor in connection with its business activities;
 - (iv) customers (*clientèle*) and goodwill relating to the Charged Business (*achalandage*);
 - (v) all furniture (*meublier*), equipment (*matériel*), materials and tools (*outillage*), which at present or in the future form part of, and are used in connection with, the Charged Business and all additions, replacements or modifications which may occur hereafter to any of these items. A list of all furniture, equipment, materials and tools which form part of the Charged Business as of the date hereof is set forth in Schedule 3 hereto; and
 - (vi) leasehold rights (*droits au bail*) relating to the Premises, and the Charge shall extend to (i) any renewals or extensions thereof, (ii) the rental of any new premises on which the Charged Business shall be operated, and (iii) those premises to which the operation of the Charged Business may subsequently be transferred, subject to the prior written agreement of the French Collateral Agent;
- (d) The rights of the French Collateral Agent shall extend to all insurance indemnities and other indemnities resulting from a requisition or expropriation, and any other damages or payment which may be substituted by way of subrogation for all or any part of the constituents of the Charged Business. As further security, the Chargor undertakes to the French Collateral Agent to carry out, at its own expenses, all the formalities that may be necessary or useful to make the charge on these indemnities and receipts enforceable against third parties.
- (e) The Chargor delivered to the French Collateral Agent a copy of a lien certificate (*état des privilèges et nantissements*) in connection with the Charged Business as of 31 August 2023.

5. INSURANCE

5.1 Insurance of the tangible assets

The Chargor represents that, as at the date hereof, the tangible assets used in connection with the Charged Business are insured, in accordance with the Chargor's standard business practice and to the extent required under the Finance Documents, against destruction, loss, and fire, dispossession and expropriation risks by AIG EUROPE S.A. (France Branch) represented by Aon plc under master insurance policy number 01827107.

5.2 Event of Default

In the event that an Event of Default has occurred, the French Collateral Agent shall notify the insurance company mandated to insure the Charged Business, in order to oppose payment (*faire opposition*) of the insurance indemnities to the Chargor.

5.3 Subrogation of French Collateral Agent in the Event of a Claim

In case of damages incurred on any of the tangible assets of the Charged Business, the French Collateral Agent shall be subrogated in all rights and privileges of the Chargor arising from any insurance indemnities related to the Charged Business, without requiring any specific delegation, pursuant to Article L. 121-13 of the French Insurance Code (*Code des assurances*), and shall be able, in the event of an Event of Default, to recover the said indemnities directly, up to the amount that is due to the French Collateral Agent in respect of the Secured Obligations.

6. REPRESENTATIONS AND WARRANTIES

6.1 Representations and Warranties

The Chargor hereby represents and warrants to the French Collateral Agent that:

- (a) the Chargor is a *société par actions simplifiée* duly incorporated and validly existing under the laws of France;
- (b) the entry into, execution, delivery and performance by the Chargor of this Agreement have been duly authorized by the relevant corporate bodies of the Chargor and all necessary steps have been taken to ensure such a result;
- (c) each obligation of the Chargor under the Agreement constitutes a valid undertaking enforceable in accordance with the terms hereof subject to applicable bankruptcy, insolvency, reorganization, moratorium or other laws affecting creditors' rights generally;
- (d) the entry into and delivery of and the exercise of its rights and the performance of its obligations under this Agreement do not breach or conflict with its by-laws (*statuts*) nor with the provisions of any agreement to which it is a party or any applicable laws or regulations;
- (e) the Chargor does not benefit from any immunity of jurisdiction or enforcement (including, without limitation, any immunity permitting it to escape any protective measures or means of enforcement), whether for itself or for one of its assets;
- (f) the Chargor is not in a situation of suspension of payment (*cessation des paiements*) and no action, measure or proceedings whatsoever have been taken or commenced or, to the Chargor's knowledge, contemplated by any person for the purpose of (a) carrying out or requesting the suspension of payments, dissolution, judicial reorganization (*procédure de sauvegarde*,

sauvegarde accélérée or *redressement judiciaire*) or judicial liquidation or appointment of an official receiver or a conciliator of the Chargor or any of its assets, or (b) opening, negotiating and/or instituting any out-of-court conciliation (amicable conciliation, *ad hoc* mandate) relating to the Chargor's debts or any procedure of the same type or having the same purpose as provided for by the *Livre Sixième* of the French Commercial Code (*Code de commerce*);

- (g) the Chargor is (i) the registered owner of the Charged Business and of its constitutive assets, (ii) the registered holder of the material licenses over Intellectual Property Rights registered in France such as listed in Schedule 1 and (iii) from their registration performed in accordance with Section 7(s), the registered holder of the material licenses over Intellectual Property Rights registered in France and used by the Chargor in connection with the operation of the Charged Business granted to it after the date of this Agreement (excluding for the avoidance of doubt any sub-license). The Charged Business' operations started on December 31, 2004, on the premises located 725, rue Aristide Bergès, 38340 Voreppe, France;
- (h) the Charged Business is insured for an adequate amount in accordance with the terms of the Loan Documents;
- (i) the Charged Business and the assets forming part of the Charged Business are not subject, save for the First Priority Charge, Second Priority Charge, Third Priority Charge, the Fourth Priority Charge, the Fifth Priority Charge, the Sixth Priority Charge, the Seventh Priority Charge, the Eighth Priority Charge, the Ninth Priority Charge and the Tenth Priority Charge, to any Security Interest other than the Security Interests conferred upon it by applicable law, this Agreement or as otherwise permitted under the Loan Documents;
- (j) once the requisite formalities have been complied with the Charge created by this Agreement shall constitute a security interest over the Charged Business (conferring upon the French Collateral Agent the lien set forth in Articles L. 142-1 *et seq.* of the French Commercial Code), valid, binding and enforceable against the Chargor and third parties, to secure the Secured Obligations, subject to applicable bankruptcy, insolvency, reorganization, moratorium or other laws affecting creditors' rights generally;
- (k) subject to the Legal Reservations, the Charge creates a charge ranking above the rights that any other person may have over the Charged Business and the proceeds of its sale, save for statutorily preferred exceptions and the rights conferred by the First Priority Charge under the First Priority Charge over Business, the Second Priority Charge under the Second Priority Charge over Business, the Third Priority Charge under the Third Priority Charge over Business, the Fourth Priority Charge under the Fourth Priority Charge over Business, the Fifth Priority Charge under the Fifth Priority Charger over Business, the Sixth Priority Charge under the Sixth Priority Charger over Business, the Seventh Priority Charge under the Seventh Priority Charger over Business, the Eighth Priority Charge under the Eighth Priority Charger over Business, the Ninth Priority Charge under the Ninth Priority Charger over Business and the Tenth Priority Charge under the Tenth Priority Charge over Business;
- (l) subject to Section 17 (*Filings – Registration*) hereunder, any licenses or permits, and any opinions, registrations or approvals required by any governmental authority whatsoever, necessary for the execution, validity or effectiveness of this Agreement have been obtained, put into place and are in full force;
- (m) the Charged Business constitutes the only business of the Chargor; as of the date hereof, the Chargor has no other businesses, secondary establishments or branches that could be made the subject of a charge of business under this Agreement;
- (n) except as permitted under the Loan Documents, there are no claims or proceedings with respect to the ownership or the validity of the assets constituting the Charged Business and, to its

knowledge, no claims or proceedings are pending or threatened before any courts or arbitration panels in France or abroad with respect to the Charged Business, and the Chargor has not received any notice that the Charged Intellectual Property Rights may be void or claimed by a third party or prejudice any Intellectual Property Rights of any third party and, to the Chargor's knowledge, no facts exist that could result in such a claim;

- (o) except as permitted under the Loan Documents, the Charged Business is not subject to any other legal, contractual (save for the First Priority Charge, the Second Priority Charge, the Third Priority Charge, the Fourth Priority Charge, the Fifth Priority Charge, the Sixth Priority Charge, the Seventh Priority Charge, the Eighth Priority Charge, the Ninth Priority Charge and the Tenth Priority Charge) or judicial restrictions which could affect the transferability or the value of the Charged Business, or any portion thereof, or the rights of the French Collateral Agent with respect to the Charge;
- (p) the execution and creation of this Charge is in the Chargor's corporate interest; and
- (q) to the best of the Chargor's knowledge, the list of Charged Intellectual Property Rights appearing as Schedule 1 hereto is exhaustive and correct as of the date hereof with respect to the Charged Intellectual Property Rights which are legally protected in France by way of official registration.

6.2 Time for making representations and warranties

The representations and warranties set forth in Section 6.1 (*Representations and Warranties*) (except in its paragraph (q)), will remain in effect after the execution and delivery of this Agreement and shall remain applicable and in full force and effect until the Discharge Date.

7. UNDERTAKINGS

The Chargor hereby undertakes to the French Collateral Agent that, as from the date hereof and until the Discharge Date:

- (a) the Chargor will not assign, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the Charged Business or any of its rights whatsoever by virtue of the Charged Business, except as permitted under the Loan Documents;
- (b) the Chargor will give notice, as soon as possible, to the French Collateral Agent of any attachment or other protective measure relating to the Charged Business or to any of its component assets; and more generally, it will promptly notify the French Collateral Agent of any occurrence, including any dispute, which is likely to materially affect any of the assets forming part of the Charged Business in order to allow the French Collateral Agent to effectively ensure that the value and efficacy of the Charge is maintained;
- (c) the Chargor will maintain the security interest created by this Agreement as a security interest ranking in priority to all other obligations of the Chargor, save for the First Priority Charge over Business, the Second Priority Charge over Business, the Third Priority Charge over Business, the Fourth Priority Charge over Business, the Fifth Priority Charge over Business, the Sixth Priority Charge over Business, the Seventh Priority Charge over Business, the Eighth Priority Charge over Business, the Ninth Priority Charge over Business, the Tenth Priority Charge over Business and subject to other liens permitted under the Loan Documents;
- (d) the Chargor will keep in good condition and in full all of the materials, fixtures and accessories of the Charged Business indicated above, subject to the normal wear and tear of such materials caused by normal use, in each case to the extent required under the Loan Documents;

- (e) the Chargor will maintain the current value of the Charged Business by ensuring (i) its continuing operation, (ii) supply, and (iii) the upkeep of its equipment in each case to the extent required under the Loan Documents;
- (f) the Chargor will not create or allow the creation of any Security Interest whatsoever, other than the First Priority Charge, the Second Priority Charge, the Third Priority Charge, the Fourth Priority Charge, the Fifth Priority Charge, the Sixth Priority Charge, the Seventh Priority Charge, the Eighth Priority Charge, the Ninth Priority Charge, the Tenth Priority Charge and the Charge over the Charged Business or any of its elements, except those permitted under the terms of the Loan Documents, if applicable;
- (g) the Chargor will notify the French Collateral Agent as soon as possible of the occurrence of any event which is likely to have a negative effect on the rights of the French Collateral Agent under this Agreement or which could jeopardize the realization of the Charge;
- (h) except as otherwise permitted under the Loan Documents, with respect to Charged Intellectual Property Rights it will take all such reasonable steps and do all such acts as may be reasonably necessary to preserve and maintain the existence and validity of any such Charged Intellectual Property Rights and not knowingly use or permit any such Charged Intellectual Property Rights to be used in a way which would be reasonably likely to prejudice the interests of the French Collateral Agent in relation to the Charged Intellectual Property Rights;
- (i) except as otherwise permitted under the Loan Documents, the Chargor will not grant a license on the Charged Intellectual Property Rights other than those that are strictly necessary to its normal operation and that do not materially impair the value of the Charged Intellectual Property Rights;
- (j) except as otherwise permitted under the Loan Documents, the Chargor will continue to carry out the Charged Business on the Premises;
- (k) the Chargor will promptly inform the French Collateral Agent of the creation or acquisition of any secondary office or branch of the Charged Business;
- (l) the Chargor will grant a security interest substantially on the terms set out herein in favor of the French Collateral Agent as security for the Secured Obligations over the business of any secondary office or branch of the Charged Business opened by the Chargor after the date hereof;
- (m) for the purpose of enabling the French Collateral Agent, during the continuance of an Event of Default, to exercise rights and remedies hereunder at such time as the French Collateral Agent shall be lawfully entitled to exercise such rights and remedies, and for no other purpose, the Chargor hereby grants to the French Collateral Agent an irrevocable, non-exclusive license and, to the extent permitted under the intellectual property right licenses granting the Chargor rights in Intellectual Property Rights, sublicense (in each case, exercisable without payment of royalties or other compensation to such Chargor) to use, license or sublicense, as the case may be, any of the Intellectual Property Rights now owned, held or used or hereafter acquired or used by such Chargor in connection with the operation of the Charged Business, wherever the same may be located; provided that the quality of any products in connection with which the Intellectual Property Rights are used will not be materially inferior to the quality of such products prior to such Event of Default. Such license or sublicense shall include access to all media in which any of the licensed items may be recorded or stored and to all computer programs used for the compilation or printout hereof;
- (n) in the event of a sale of the Charged Business, permitted under the Loan Documents, or enforcement of the Charge, the Chargor shall, promptly and at its own expense, take any actions that the French Collateral Agent may reasonably require in order to protect all or any of the

rights, powers, and remedies under all the lease agreements relating to the premises where the Charged Business is operated;

- (o) the Chargor will comply with all applicable laws and regulations, where failure to comply with such laws may affect its capacity to execute its obligations pursuant to this Agreement;
- (p) the Chargor will promptly provide to the French Collateral Agent all information relating to the Charged Business which the French Collateral Agent may from time to time reasonably require;
- (q) the Chargor will pay all taxes due with respect to the Charged Business, except where such payment may in good faith be contested or where payment can lawfully be withheld and where proper provisions have been made for such taxes in its accounts;
- (r) the Chargor will take all commercially reasonable steps necessary to defend its rights in respect of the Charged Business against any claim or demand of any person in order to protect the rights of the French Collateral Agent over the Charged Business, and shall promptly keep the French Collateral Agent informed of any such claim or demand;
- (s) the Chargor will apply for registration of the material licenses over Intellectual Property Rights registered in France and used by the Chargor in connection with the operation of the Charged Business granted to it after the date of this Agreement over the Intellectual Property Rights (excluding for the avoidance of doubt any sub-license) with the National Industrial Property Registry (*Institut National de la Propriété Industrielle*), and in general will make whatever is necessary to ensure the enforcement of such material licenses with respect to third parties, no later than thirty (30) days following the date the Chargor is granted such licenses; and
- (t) the Chargor will execute from time to time any amendment to this Agreement and/or any other document which may be reasonably required by the French Collateral Agent in order to reconfirm or restate the Charge herein constituted and to include as beneficiary of such Charge any successor or assignee, including any person party to the Loan Documents, in the event of a substitution, merger or restructuring in any form whatsoever of the French Collateral Agent, any of the Beneficiaries, the Chargor or any entity assuming the obligations of the Chargor.

8. COVENANTS FOR FURTHER ASSURANCE

The Chargor shall from time to time, at its own expenses, promptly execute and deliver all further instruments and documents and take all further action that the French Collateral Agent may reasonably request, in order to perfect, protect or enforce any security interest to be granted or purported to be granted hereunder or to enable or facilitate the French Collateral Agent to exercise and enforce its rights, powers and remedies hereunder with respect to the Charged Business. To this end, the Chargor shall in particular execute all documents or instruments and give all notices, orders and directions and carry out all registrations which the French Collateral Agent may reasonably request.

9. CHARGE UNDERTAKING

- (a) Without prejudice to its obligations pursuant to the Loan Documents, the Chargor irrevocably undertakes, at its own expense and at the French Collateral Agent's first request, to take all necessary steps and complete all necessary formalities in order to extend the effects of the Charge to any asset newly acquired, constituted, installed or used, which are similar to any of the assets listed in Section 4 (*Description of the Charged Business*) above and relating to any existing branch of the Chargor or to any branch of the Chargor established after the date of this Agreement or more generally after any commercial lease entered into during the operation of the Charged Business, provided that the value of each single asset exceeds an amount of

€ 15,000 and that the value of all assets newly acquired, constituted, installed or used within a given fiscal year exceeds in the aggregate an amount of € 50,000.

- (b) The extension of the effects of the Charge as contemplated in the subsection above shall become effective with the execution of a letter amending this Agreement, provided that the execution of such letter does not entail a novation.

10. OBLIGATION TO PERFORM

It is expressly agreed that, notwithstanding anything to the contrary herein, the Chargor shall remain liable during the Security Period to observe and perform all of the conditions and obligations assumed by it in respect of the Charged Business, and the French Collateral Agent shall be under no obligation or liability by reason of, or arising out of, this Agreement unless otherwise expressly specified herein. The French Collateral Agent shall not be under any obligation to, or be required in any manner to perform or fulfill any obligation of the Chargor in respect of the Charged Business, or to make any payment or to present or file any claim or take any other action to collect or enforce the payment of any amount to which it may have been or to which it may be entitled hereunder at any time.

11. ENFORCEMENT

11.1 Subject to the provisions of the Intercreditor Agreement:

Upon the occurrence of an Event of Default and at any time thereafter, the French Collateral Agent, acting in its own name for the benefit of the Beneficiaries, will be entitled, at its sole discretion, to enforce all rights and privileges conferred on it and to procure the enforcement of the Charge hereunder, pursuant to Articles L. 142-1 *et seq.* of the French Commercial Code (*Code de commerce*). In particular, and without limiting the generality of the foregoing, the French Collateral Agent shall have the right to request a court order before the relevant Commercial Court, for the judicial assignment of the Charged Business pursuant to Articles L. 143-3 to L. 143-15 of the French Commercial Code (*Code de commerce*).

- 11.2** In application of article 2325 of the French Civil Code (*Code civil*), the Chargor hereby expressly waives any right it may have to the *beneficio excussionis* and *beneficio divisionis* provided for by Articles 2305 and 2305-1, and 2306 and 2306-1, respectively, of the French Civil Code (*Code civil*) and therefore shall not be entitled to require the French Collateral Agent to initiate proceedings against, enforce any rights or security, claim payment from, or file any legal claim against any other Loan Party or any other guarantor whatsoever, before making a claim for payment from the Chargor pursuant to this Agreement.

12. APPLICATION OF PROCEEDS

The proceeds from the sale or the retention of the Charged Business pursuant to the enforcement of this Charge shall be applied to the repayment of the Secured Obligations, as set out and in the order and priority set forth under the Intercreditor Agreement. The French Collateral Agent shall in no case be liable for the value retained for the enforcement of the Charge.

13. CERTIFICATES

Any certification or determination by the French Collateral Agent setting forth an amount under this Agreement is, in the absence of manifest error, *prima facie* evidence of the matters to which it relates.

14. CURRENCY CONVERSION

For the purpose of or pending the discharge of any of the Secured Obligations and subject to the provisions of the Loan Documents, the French Collateral Agent may convert any money received, recovered or realized or subject to application by it under this Agreement from one currency to another, as it thinks fit, and any such conversion shall be effected at the relevant French Collateral Agent's spot rate of exchange for the time being for obtaining such other currency with the first currency.

15. CHANGES TO THE PARTIES

- (a) All the rights, privileges, powers, discretions and authorities of the French Collateral Agent hereunder will benefit its respective successors and assignees and all terms, conditions, representations and warranties and undertakings of the Chargor hereunder shall oblige its respective successors and assignees in the same manner, it being agreed and understood that:
- (i) the Chargor shall not assign, transfer, novate or dispose of any of, or any interest in its rights and/or obligations under this Agreement except as permitted under the Loan Documents, and
 - (ii) the French Collateral Agent shall be entitled to assign, transfer, novate or dispose of any of, or any interest in its rights and/or obligations hereunder to any successor in accordance with the provisions of the relevant Loan Documents.
- (b) The provisions of this Agreement and the rights arising therefrom shall remain in full force and effect and benefit to any successors, transferees or assignees of the French Collateral Agent, without any specific notice, registration or reiteration, in case, *inter alios*, of any sale, merger, demerger, spin-off or assets contribution which the French Collateral Agent may decide to proceed. It is expressly agreed that a partial asset contribution or a merger within the meanings of Articles L. 236-1 *et seq.* of the French Commercial Code (*Code de commerce*) shall be deemed to be a transfer for the purpose of the present provision.
- (c) The French Collateral Agent shall be entitled to disclose such information concerning the Chargor or any other person and this Agreement as it considers appropriate to any actual or proposed direct or indirect successor or to any person to whom information may be required to be disclosed pursuant to the laws and regulations in force.

16. COSTS, EXPENSES, TAXES AND INDEMNITY

- (a) The Chargor shall bear any expense which the French Collateral Agent may incur in connection with the preparation and execution of this Agreement, as well as any expenses incurred in connection with the preservation or enforcement of the French Collateral Agent's rights under this Agreement and the Charge, all in accordance with the terms of the Amended Term Loan Credit Agreement.
- (b) The Chargor shall, notwithstanding any release or discharge of all or any part of the security, indemnify the French Collateral Agent against any action which it may sustain as a consequence of any breach by the Chargor of the provisions of this Agreement, the exercise or purported exercise of any of the rights and powers conferred on it by this Agreement or otherwise relating to the Charged Business.
- (c) The Chargor shall pay all stamp, registration and other taxes to which this Agreement, the Charge or any judgment given in connection with it is or at any time may be subject and shall, from time to time, indemnify the French Collateral Agent on demand against any liabilities, costs, claims and expenses resulting from any failure to pay or delay in paying any such tax.

17. FILINGS - REGISTRATION

- (a) No later than thirty (30) days following the execution of this Agreement, the French Collateral Agent will file the Charge with the clerk's office of the relevant Commercial Court (*Greffe du Tribunal de Commerce*), pursuant notably to decree (*décret*) No. 2021-1887 dated 29 December 2021 and decree No. 2023-369 dated 11 May 2023.
- (b) No later than thirty (30) days following the filing referred to in Section 17 (a) of this Agreement, the French Collateral Agent will file the Charged Intellectual Property Rights listed in Schedule 1 hereto with the National Industrial Property Registry (*Institut National de la Propriété Industrielle*) and/or with any other registry offices.
- (c) In case of increase of the maximum amount of the Secured Obligations or in case of any amendment to the Loan Documents or the Secured Obligations which would require the filings referred to in paragraphs (a) or (b) above to be completed or updated, the French Collateral Agent will, in accordance with the provisions of Articles L. 142-3 of the French Commercial Code (*Code de Commerce*), file any document reflecting such increase or amendment with the clerk's office of the relevant commercial court (*greffe du Tribunal de Commerce*) and the National Industrial Property Registry (*Institut National de la Propriété Industrielle*).
- (d) Any holder of an original of this Agreement is hereby granted all powers necessary in order to complete the registration and filing formalities contemplated by this Agreement.

18. TERM AND RELEASE

- (a) This Agreement shall come into force as at the date hereof and shall remain in full force and effect until the end of the Security Period, it being specified that, in accordance with the provisions of Article L. 142-3 of the French Commercial Code (*Code de commerce*) the Charge shall be filed with the clerk's office of the relevant Commercial Court(s) (*Greffe du Tribunal de Commerce*). In accordance with the provisions of Article R. 521-12 of the French Commercial Code (*Code de commerce*), the filing with the clerk's office of the relevant Commercial Court (*Greffe du Tribunal de Commerce*) makes the Charge effective during ten (10) years from the date of such filing.
- (b) The Chargor irrevocably and unconditionally undertakes to renew the registration of the present Charge if, upon the expiry of the Charge, any of the Secured Obligations remains unpaid, is not performed or discharged and the Chargor irrevocably accepts such a renewal of the registration and, in the common interest of the parties, gives the French Collateral Agent the irrevocable authority and power to sign all deeds and documents and complete all necessary formalities to this end.
- (c) As soon as practicable after the Discharge Date and at the request and expense of the Chargor, the French Collateral Agent shall immediately take all steps in order to formalize any deed of release releasing the Chargor from all its obligations and responsibilities under this Agreement.
- (d) If the French Collateral Agent is authorized to release in whole or in part the Charged Business under the Amended Term Loan Credit Agreement, the French Collateral Agent is authorized to release such collateral under this Agreement.
- (e) The Charge shall extend to the ultimate balance of the Secured Obligations, regardless of any intermediate payment or discharge. The French Collateral Agent shall be entitled not to release the Charge until it has been paid of all sums owed to it by the Chargor which are due and payable under the Secured Obligations.

19. MISCELLANEOUS

- (a) No failure to exercise, nor any delay in exercising, on the part of the French Collateral Agent, any right or remedy under this Agreement shall operate as a waiver, nor shall any single or partial exercise of any right or remedy prevent any further or other exercise of that right or remedy or the exercise of any other right or remedy. The rights and remedies provided in this Agreement are cumulative and not exclusive of any rights or remedies provided by law.
- (b) The French Collateral Agent shall not assume any responsibility towards the Chargor or its legal successors, individually or generally, due to the late exercise or failure to exercise the rights and prerogatives conferred to it by this Agreement.
- (c) The French Collateral Agent shall not assume any responsibility for any damage arising from the enforcement of this Agreement, or for any default or omission in the exercise of rights under this Agreement.
- (d) If, at any time, any provision of this Agreement is or becomes illegal, invalid or unenforceable in any respect under any law of any jurisdiction, neither the legality, validity or enforceability of the remaining provisions nor the legality, validity or enforceability of such provision under the law of any other jurisdiction will in any way be affected or impaired.
- (e) In any case, if such illegality, invalidity or enforceability occurs, the parties shall negotiate in good faith with a view to agree on the replacement of such provision by a provision which is legal, valid and enforceable and which is to the extent applicable in accordance with the intents and purposes of this Agreement and which in its economic effect come as close as practicable to the provision being replaced.

20. NOTICES

Except as specifically provided otherwise in this Agreement, all notices or other communications under or in connection with this Agreement shall be given to each party as specified in section 11.01 (*Notices*) of the Amended Term Loan Credit Agreement.

21. ELECTION OF DOMICILE

- (a) For the validity of the filings to be implemented with the clerk's office of the relevant Commercial Court, the French Collateral Agent elects domicile at the address of the Premises described in Schedule 2.
- (b) Without prejudice to any other mode of service allowed under any relevant law, the Chargor irrevocably elects domicile at its registered office for the purpose of serving any judicial or extra-judicial documents in relation to any action or proceedings.

22. NO AMENDMENT

The parties to this Agreement recognize that this Agreement has the sole purpose of establishing the Charge in favor of the French Collateral Agent does not have the purpose or effect of modifying the rights and obligations set out in any other Loan Document.

23. LANGUAGE

- (a) This Agreement is executed in French for the purpose of the registration and filing formalities. An English translation is provided hereto for information purposes. In the event of any conflict between the English version and the French version, the French version of this Agreement shall

prevail, irrespective of whether the English translation has been signed or initialed by any of the parties to this Agreement.

- (b) All notices and documents delivered under this Agreement (except, for the avoidance of doubts, any *bordereau de nantissement de fonds de commerce*) shall be in English or be accompanied by a translation into English and the party to whom any such translation is addressed shall be entitled to rely on it as being true and correct.

24. INTERCREDITOR AGREEMENT GOVERNS

Notwithstanding anything herein to the contrary, the liens and security interests granted for the benefit of the French Collateral Agent pursuant to this Agreement and the exercise of any right or remedy by the French Collateral Agent hereunder are subject to the provisions of the Intercreditor Agreement. In the event of any conflict or inconsistency between the provisions of the Intercreditor Agreement and this Agreement, the provisions of the Intercreditor Agreement shall govern and control. Except as provided for in this paragraph, notwithstanding anything herein to the contrary, the Amended Term Loan Credit Agreement, including Article X thereof, shall govern and control the exercise of the remedies by the French Collateral Agent.

25. GOVERNING LAW AND JURISDICTION

25.1 Governing Law

This Agreement and the Charge shall be governed by and construed in accordance with French law.

25.2 Jurisdiction

For the benefit of the French Collateral Agent, the Chargor agrees that the courts of France shall have jurisdiction to settle any disputes in connection with this Agreement and the Charge, and accordingly submit any such disputes to the jurisdiction of the Commercial Court of Paris (*Tribunal de commerce de Paris*). This Section 25.2 is for the benefit of the French Collateral Agent only. As a result, to the extent allowed by law, nothing in this Section shall limit the right of the French Collateral Agent to bring proceedings against the Chargor in connection with this Agreement and/or the Charge in any other court of competent jurisdiction. To the extent allowed by law, the French Collateral Agent may take concurrent proceedings in any number of jurisdictions.

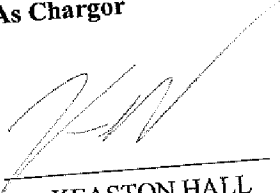
[LEFT INTENTIONALLY BLANK]

Signed on 25th September 2023

In two (2) original copies.

NOVELIS PAE S.A.S.

As Chargor



By: KEASTON HALL
Capacity: ATTORNEY-IN-FACT

[Signature Page –Eleventh pledge over business (English)]

STANDARD CHARTERED BANK
As French Collateral Agent and Beneficiary
Acting in its own name for the benefit of the Beneficiaries


By: Gian Moreira
Capacity: Director

[Signature page -- Eleventh priority business pledge agreement]

SCHEDULE 1

LIST OF CHARGED INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS

I. Trademarks owned by Novelis PAE S.A.S.

A. United States Trademarks

1. Registrations:

Owner Name	Country Name	App Number	Reg Number	Trademark Name	Trademark Status
NOVELIS PAE S.A.S.	United States of America	75852912	2490097	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	United States of America	74262544	1744280	ALPUR	Registered

2. Applications pending: None.

B. Canadian Trademarks

1. Registrations:

Owner Name	Country Name	App Number	Reg Number	Trademark Name	Trademark Status
NOVELIS PAE S.A.S.	Canada	TMA414440	414440	ALPUR	Registered

2. Applications pending: None.

C. Trademarks in other countries

1. Registrations:

Owner Name	Country Name	App Number	Reg Number	Trademark Name	Trademark Status
NOVELIS PAE S.A.S.	Brazil	819364991	819364991	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	China (People's Republic)	6965897	6965897	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Czech Republic	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	France	093632676	093632676	IRMA	Registered

Owner Name	Country Name	App Number	Reg Number	Trademark Name	Trademark Status
NOVELIS PAE S.A.S.	France	093632673	093632673	AUTOPAK	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	France	093680821	093680821	PDBF	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	France	093632675	093632675	JETCLEANER	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	France	94524159	94524159	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	France	94518261	94518261	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	India	640121	640121	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	India	640122	640122	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Japan	H07062807	4044101	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Korea, Republic of	4019940044193	400343890	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Korea, Republic of	4019940044194	400330558	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Russian Federation	2008729488	392045	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Russian Federation	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Switzerland	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Taiwan	83058621	700429	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Taiwan	83058622	685927	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Thailand	345643	84215	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Thailand	345644	88798	ALPUR	Registered

Owner Name	Country Name	App Number	Reg Number	Trademark Name	Trademark Status
NOVELIS PAE S.A.S.	Turkey	2010-G-300280	2010 82662	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	United Kingdom	2024864	2024864	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Venezuela	1992003812	F169162	ALPUR	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Germany	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Austria	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Italia	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	China	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Poland	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Belgium	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Registered
NOVELIS PAE S.A.S.	Hungary	IR637995	637995	JUMBO 3CM	Registered

2. Applications: None.

II. Trademarks subject to a sublicense granted to Novelis PAE S.A.S.

None.

III. Patents owned by Novelis PAE S.A.S.

None.

IV. Patents subject to a license granted to Novelis PAE S.A.S.

N° dossier client.	Pays	Titre	Statuts	N° d'inscription	N° de dépôt	Propriétaire
BR3503	USA,	DEVICE FOR INJECTING A TREATMENT GAS INTO A MOLTEN METAL	Inscrite	0210675	2843974	Novelis Inc.

SCHEDULE 2

-

LIST OF PREMISES

Address of the Premises of the Chargor	Clerk's office of the relevant Commercial Court
725 rue Aristide Bergès 38340 Voreppe France	Nouveau Palais de Justice Place Firmin Gautier BP 150 38019 Grenoble Cedex 1 France

SCHEDULE 3

**DESCRIPTION OF FURNITURE, EQUIPMENT, MATERIALS AND TOOLS
AS OF 31 AUGUST 2023**

I. Tangible assets

	Net book value EUR
Machine à café	62.30
Table pour bloc fore	43.04
Contreforme et moules G3 3R	5,665.69
Outillage de contrôle 3R	1,264.71
Moule pour réfractaire	399.31
Ensemble outillage CFF	1,956.87
Moule pour busettes	2,585.81
Outillage pour demi-bouchons	289.83
Outillage contrôle G3 3R	1,792.24
Bancs test R&D (2)	12,372.63
Moules contreforme cuve Alpur TS75	845.05
Moule CFF 23"	1,309.47
Adaptation outillage TS15	483.41
Adaptation moule bec	1,108.25
Centrale hydarulique test	1,802.11
Moule écoulement métal	1,420.17
Moule goulotte de coulée	1,493.48
Moule montant 1150 Lucchini	8,324.73
Mesure hydarulique HMG 2500 portable	2,275.49
Oscilloscope Farnell MS024-2-BW-100	2,377.64
Moule Coref G3 2R	15,657.57
Moule montant 1150 Reinosa	8,624.20
Rotor-stator R&D	10,356.49
Outillage écoulement métal Coref TS75	5,127.40
Outillage bec rotatif cloison Coref TS75	14,684.75
Outillage cuve TS75 Coref	27,666.94
3 WIFI quotes	133.70
Equipement Webex	862.52
Ecarne salle de réunion BE	1,308.32
Samsung entrée	286.87
Equipement CISCO Smartnet	3,293.58
Traceur CANON BE	6,457.07
Baie de test	20,459.74
Switch CISCO NTT	5,287.80
Bureau réglable en hauteur	397.98
Atelier capteurs	1,687.03
Etagère stock atelier	522.81
Fauteuils et marche-pied	1,426.40
Réfection aménagement BE	2,987.22
Réfection aménagement bureaux	8,747.10
Cuisine	4,193.71
Cilimatisateur 2 serveurs	4,433.03
<u>TOTAL:</u>	192,474.48

II. Intangible assets

**Net book value
EUR**

Firmware Profinet	14.73
WINCC step 7 confort	225.69
Mise à jour Simit	452.22
Simit Virtual Controller	289.23
Logiciel Sirius	207.89
Audros PLM	37,832.51
Licences Solidworks	6,470.13
Licences WINCC step7	13,029.50
Licences logiciel SU 2	3,911.16
Licence Logiciel Redondance	1,959.23
Licences logiciel client	2,674.51
	67,066.78